

1529

**Ministère de l'Economie
des finances et du Plan**

**Programme des Nations Unies pour
le Développement (PNUD)**

**ENQUETE SUR LA PERCEPTION
DE LA PAUVRETE DANS LA
REGION DE DIOURBEL**

RAPPORT PROVISOIRE

**Amadou Lamine NDIAYE
Amy NIANG
Pape Mangoné BASSAL**

Juillet 2001

SOMMAIRE

	PAGES
RESUME	01
INTRODUCTION	03
1ère Partie : Problématique et méthodologie	05
I – Objectif de l'étude	05
I.1 Objectif général	05
I.2 Objectifs spécifiques	06
II – Finalité	06
III – Présentation des axes majeurs ou principales hypothèses de la recherche	07
IV – Contexte de l'étude	07
IV.1 Aspects physiques et climatiques de la région	08
IV.2 Démographie et activités socio – économiques	09
IV.3 Accès aux services sociaux	10
V – Méthodologie	10
V.1 Critères de choix des sites d'enquête	11
V.2 Outils de collecte et d'analyse de collecte des données	12
V.3 Contraintes et difficultés	13
V.4 Limites des données	13
V.5 Enseignements majeurs de l'étude qualitative	13
2ème partie : Résultats de l'enquête	18
I – Conditions de vie des ménages	18
I .1 En milieu urbain	28
I.2 En milieu rural	37
II Formes et mécanismes de vulnérabilité	37
II.1 La déconnexion	43
III – Autres formes de vulnérabilité	50
IV Les points de rupture des acteurs	50
IV .1 Intensité du défi	53
IV.2 Disparition du lien fort	54
IV.3 Perte de capacité	58
V Rôle des institutions dans la réduction de la pauvreté	58
V.1 Profil des institutions	59
V.1.1 Les programmes gouvernementaux de lutte contre la pauvreté	72
V.1.2 Les institutions locales	86
V.1.3 Les réponses des ONG et autres institutions	88
V.2 L'ADP Thiapy : une expérience réussie	88

RESUME

Centrée sur la région de Diourbel, cette étude tente d'analyser les modalités perceptives utilisées par les acteurs sociaux pour fixer la représentation qu'ils se font de la pauvreté et du pauvre.

En effet, aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural, les acteurs se trouvent confrontés à un défi multiples et pluriformes. Si au village, c'est la question hydraulique des infrastructures, des facteurs édaphiques, de l'alimentation qui structurent la péjoration des temps modernes, en milieu urbain c'est la déconnexion des populations des quartiers périphériques vulnérabilisés par une manque de capacitation de pratiquer l'urbain.

Partout, une constance se dresse : les populations pauvres sont riches d'imagination créative, d'un niveau élevé de conceptualisation et de traduction de leur vécu, de leur souffrance. A côté d'une pauvreté endémique qui laisse le chercheur perplexe car ne trouvant pas l'expression forte pour la traduire, la tradition orale, à travers les sémiologies populaire met admirablement en relation les catégories émiques et le vécu de sorte que le chercheur n'a plus besoins de construire, mais de transcrire, de traduire et d'analyser.

C'est justement cette sociologie des sentiments qui a permis de cheminer vers le cœur de nos préoccupations.

Les stratégies de vie, de survie, de maintenance de niveau de vie, les frustrations ressenties à travers les stigmatisations liées au lieu d'habitat (senzala, Khouri, Mbouki, cité sondel, reste du monde, Gadd Ga, Ngallo) et la récupération que les concernés font de « ces représentations collectives » sur eux en terme de vulnérabilité, de risque, d'insécurité de marginalisation, ne pourrait être mieux appréhendé qu'à travers cette démarche.

Les pauvres ont fait parler leur cœur, le chercheur a été en présence d'hystérie et de pleur mais surtout un appel à l'action :ils réclament des institutions à visage humains, plus accessible avec un langage et des rouages accessibles. Ils sont porteurs d'initiative mais hélas très souvent ils meurent avec car, ne sachant pas souvent où la déposer.

INTRODUCTION

Depuis quelques années, le Sénégal vit un paradoxe « économique-social ». En effet, déjà en 1995 une croissance du PIB de 5 % a été notée, ces performances macro-économiques n'ont pas encore eu des répercussions positives sur la qualité de vie des ménages. En revanche elles continuent à créer un fossé entre riches et pauvres. Ainsi d'après l'indicateur de la pauvreté humaine (IPH) dressant le profil de la pauvreté dans le monde, le Sénégal était classé en 1997 parmi les 15 pays les plus pauvres dans le monde (160^{ème} sur 175 pays). Le rapport mondiale sur le développement du PNUD établi la même année confirme cette tendance en plaçant le Sénégal 68^{ème} sur 70 pays.

A l'échelle nationale, la Direction de la Prévision et des statistiques dans son enquête sur les ménages de 1994/1995 montre que la pauvreté touche 30 % de la population Sénégalaise (67 % en milieu rural et 13 % en milieu urbain).

Ces tendances montrent qu'aujourd'hui « la pauvreté est un fait public » (Fall et Dia, 1999). Dans ce contexte le gouvernement du Sénégal appuyé par ses partenaires au développement s'engage résolument à développer des stratégies de réduction de la pauvreté, ceci pour être en phase aux engagements de Copenhague consistant à « réduire la pauvreté de moitié à moitié à l'horizon 2015 ». C'est dans cette même perspective que l'Etat s'est engagé auprès des Institutions de Bretton Woods à élaborer un Document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP).

Il s'agira notamment, en marge de l'enquête ESAM qui est de type quantitative et les groupes thématiques, de développer un modèle d'intelligibilité centré sur le qualitatif permettant de recueillir le sens que les acteurs donnent à la pauvreté tant que vécu ainsi que la sédimentation de sens dans les groupes socio-économiques dans le tissu social global. Cette présente étude qui concerne exclusivement la région de Diourbel est articulé comme suit :

- Dans un premier temps il est surtout question de poser le corps de problème que suscite une telle étude. Les composantes qui alimentent cette partie seront notamment :
 - la définition de l'objet et de la finalité de l'étude ;
 - la présentation des axes majeurs ou principales hypothèses de recherche sur la pauvreté issue de notre propre observation ou d'études similaires.
 - Et la présentation de la zone de l'étude .
- La partie méthodologique a permis de poser les bases de sondage ayant conduit à la collecte et l'analyse des données. C'est aussi à ce niveau que les enseignements majeurs de la présente étude ont été formulé.
- Une photographie actuelle des ménages et des acteurs a pu être réalisée grâce à la description et à l'analyse des conditions de vie des ménages par la combinaison des facteurs suivants :
 - Les points de rupture dans le vécu des acteurs ;
 - Les phénomènes de vulnérabilité ,d'insécurité , d'exclusion et de risque ;
- Dans la quatrième partie il est surtout question d'analyser les réactions des acteurs face à la pauvreté . Ces réactions ont été analysées sous diverses formes :
 - Ajustement ;
 - Stratégies
 - Relations avec les institutions
 - Les sémiologies populaires
- Suivront enfin les recommandations.
- En annexe figureront la liste des personnes ressources rencontrées, les documents annexes , le calendrier et la liste des encadrés.

**PREMIERE
PARTIE : PROBLEMATIQUE ET
METHODOLOGIE**

I – OBJECTIFS DE L'ETUDE

I.1 Objectif général

Il s'agit par la réalisation d'une enquête de perception dans la région de Diourbel de participer à l'alimentation du Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP).

I.2 Objectif spécifiques

Il s'agira de :

- ❑ collecter les avis des populations en général et des pauvres en particulier sur les processus de paupérisation des ménages et des acteurs (mécanismes, logiques déterminants...);
- ❑ présenter et analyser les différents classements faits par les acteurs en fonction de leurs positions socio – économique et de genre ;
- ❑ présenter et analyser ce qui de l'avis des acteurs constituent les défis structurant et contrainte pour la lutte contre la pauvreté ;
- ❑ présenter et analyser l'appréciation formulée par les couches pauvres sur les institutions et les services sociaux de base ;
- ❑ présenter, analyser les priorités formulées par les couches pauvres.

II – FINALITE DE L'ETUDE

Il s'agira de produire un document qui permettra d'enrichir la masse critique référentielle du gouvernement en matière de politiques publiques centrées sur la réduction de la pauvreté. Plus spécifiquement le document sera un outil qui permettra :

- d'impulser la synergie nécessaire entre les différents acteurs ;
- de recentrer les actions du gouvernement en matière de développement autour d'objectifs clairs et d'indicateurs de performance mesurables ;
- de repenser un développement social soutenu.

III. PRESENTATION DES AXES MAJEURS OU PRINCIPALES HYPOTHESES DE LA RECHERCHE

La présente étude a permis de déboucher à un certain nombre d'hypothèses que sont :

1. La faible capacité des pauvres de décoder le langage des institutions entraîne aussi leur déconnexion institutionnelle.
2. « En pays mouride », la planification des pouvoirs publics est un aspect épiphénoménal dans la « fabrication » des villes et de leur périphérie.
3. Le surpeuplement croissant des quartiers périphériques entraîne le développement d'une identité commune périurbaine.
4. La stigmatisation des groupes ethniques non allochtones crée une représentation spatiale négative et une faible relation à la terre.
5. L'exode rural correspond aussi à un déplacement social.
6. La féminisation statut du chef de ménage est lié à la pauvreté des unités de production familiale.
7. Dans un contexte de pauvreté, les groupements de promotion féminine constituent des « amortisseurs sociaux ».

8. La précarité des ménages entraîne des formes de mercantilisation des anciennes solidarités des terroirs.
9. Si un milieu urbain le bien être et la pauvreté se mesurent à l'aune de la masse monétaire, en milieu rural ces catégories sont mesurées surtout par la disponibilité de la main d'œuvre et du matériel agricole.
10. L'idéologie notamment religieuse est une force motrice structurant le mode de vie des ménages.
11. La valorisation de l'ailleurs entraîne une identification négative par rapport au terroir local .
12. L'infirmité physique est aussi une infirmité sociale.
13. Le cadrage des politiques publiques ne permet pas de prendre en charge les personnes les plus vulnérables.
14. Les citoyens souffrent plus d'une déconnexion institutionnelle (notamment des ONG) alors que ces institutions se situent en ville
15. La question hydraulique est un facteur structurant de la pauvreté rurale.

IV CONTEXTE DE LA ZONE D'ETUDE

La région de Diourbel traditionnellement appelé le Baol se localise dans le nord nord bassin arachidier (vieux bassin arachidier)

IV-1 Aspects physiques et climatologiques de la région

- **la typologie des sols montre essentiellement deux spécificités :**
 - les sols ferrugineux ou sols Dior très sableux (95 % de sable)¹ donc très souvent dégradés et lessivés. Leur capacité de rétention d'eau est très faible ;
 - des sols bruns subarides ou sols Deck présentant un déficit de drainage.

¹ Source « Annuaire sur l'environnement et les ressources naturelles du Sénégal » Novembre 2000 C.S.E.

En somme ces types de sols sont très peu fertiles et reflètent la végétation qui est de type soudano – sahélien. Les espèces ligneuses dominantes sont des épineux « cadd » (*acacia albida*/Sénégal) de « soump » (*balanites aegyptica*) et le baobab (*adansonia digitata*).

□ **Eléments du climat**

Les températures minimales de la région sont de 20,3 C° et 36,2 C° pour les températures maximales.

La pluviométrie moyenne annuelle est d'environ 500 mm par exemple les moyennes inter annuelles entre 1961 –1990, Bambey a enregistré 514 mm et Diourbel 510,4 mmm.

Tous ces aspects montrent une faiblesse des potentialités du cadre environnemental.

IV-2. Démographie et activités socio – économiques

□ **Population**

Diourbel couvre une superficie de 4 359 km² avec une densité de 142 habitants/km² et un taux d'urbanisation de 22 %. La population totale est estimée à 619 245 habitants (source DPS RGHP 88) hommes : 290 666 femmes ; 329 579. Outre cette répartition selon le sexe la population rurale compte 458 805 habitants et celle urbaine s'estime à 133 440 habitants. Le taux de croissance entre 1976 et 1988 est de 3,3 % .Mbacké demeure le département le plus peuplé avec 236 372 habitants (hommes : 107 842 ; femmes 128 530).

La répartition des ménages pauvres : milieu rural (22, 7 %), milieu urbain (7,9 %) (Banque Mondiale 1995)

La répartition ethnique de la région est la suivante :

1. wolofs : 66,7 %
2. Pular : 6,9 %

3. sérer : 24,8 %

4. diola 0,2 %

La religion dominante reste l'islam avec une prédominance de la confrérie mouride.

□ Activités

Diourbel a une vocation essentiellement agricole le système de culture est de type pluvial avec par ordre d'importance dans l'assolement : l'arachide, le mil, le niébé. Ensuite vient l'élevage extensif puis le commerce.

La répartition de la population active

<u>Milieu rural</u>	<u>Milieu urbain</u>
Femmes occupées : 32 311	Femmes occupées : 5 489
Femmes chômeuses : 3 846	Femmes chômeuses : 1 834
Total actives : 36 157	Total actives : 7 323
Hommes occupés : 130 508	Hommes occupés : 21 523
Hommes chômeurs : 6 660	Femmes chômeurs : 4 365
Total actifs : 137 168	Total actifs : 25 888

IV-3 Accès aux services sociaux

Le taux brut de scolarisation est de 30,9 % en 1997-1998 contre 30,9 % en 1988
L'accès à la santé, à l'eau potable restent toujours difficiles surtout pour les communautés rurales (voir en annexe les niveaux d'accès aux services sociaux de base....)

V – METHODOLOGIE

Ce qui importe dans cette étude ce sont les représentations sociales des acteurs qui vivent le phénomène de la pauvreté .Pour ce faire, un ciblage a été opéré vers les zones où se manifeste le plus cette pauvreté.

V.1 Critères de choix des sites d'enquête

Il a fallu être très pointu dans le choix des sites, car ce sont les populations les plus vulnérables qui devaient constituer l'objet de l'enquête.

Ainsi 9 quartiers urbains et 9 villages soient 18 unités d'enquête réparties entre le 3 départements de la région de Diourbel : Bambey, Diourbel, Mbacké ont fait l'objet de cette étude.

□ **En milieu urbain**

Les 9 quartiers choisis sont tous classés comme étant des lieux où la masse des populations sont pauvres. Et parmi ces grands quartiers il a été opéré une seconde stratification qui consiste à cibler les poches les plus vulnérables. Ces dernières sont les bas quartiers périphériques.

Ce ciblage a été effectué grâce :

- aux informations recueillies auprès de personnes ressources trouvées au niveau des institutions. Celles-ci connaissent bien le milieu pour y avoir mené des enquêtes d'une part ou parce que les populations avec lesquelles elles travaillent viennent de ces zones pauvres. Les informations ont été triangulées avant de procéder à des recoupements. A titre d'exemple au niveau de Mbacké, les quartiers choisis (voir tableau synoptique) ont été donnés en même temps par la mairie, le centre de promotion et de réinsertion sociale et le chef de poste de santé de Mbacké Ndimb.
- L'observation directe a également permis le choix de ces quartiers pauvres

□ En zone rurale

Là également le ciblage a été en fonction des informations recueillies sur le terrain au regard du classement par ordre de vulnérabilité (classement obtenu dans le cahier du consultant EPPS mai 2001).

Ainsi grâce à ce classement qui procède par un scoring des statistiques liées à l'accès aux services sociaux de base et aux éclairages des agents des centres d'expansion rurale (CER), des sous-préfecture un choix a été opéré. Les communautés rurales les plus pauvres ont été ciblées et dans chaque C.R. un village très vulnérable est retenu. En somme, la stratification a été accompagnée du choix raisonné.

V.2 - Outil de collecte et d'analyse de données

L'enquête perception de par son intitulé s'annonce à priori très délicat à mener, dans la mesure où c'est la profondeur et la richesse des données qui intéressent dans l'analyse. En d'autres termes pour collecter les informations les méthodes suivantes ont été utilisées :

- méthode participative (participatory poverty assessment :PPA).

En fonction de ces outils les outils utilisés sont les suivants :

- observation directe (et même l'observation participante dans certains cas)
- entretien individuels
- entretiens collectifs
- focus -groups
- matrices
- arbres à problèmes
- cartes sociales
- diagrammes de venn
- classements socio-économiques
- récits de vie

En somme tels sont les outils qui ont permis d'appréhender le phénomène de la pauvreté sous divers angles. Les noyaux de sens obtenus grâce aux corpus de données sont étayés à travers l'approche qualitative. Il s'agit principalement de:

- l'analyse de contenu
- l'analyse institutionnelle
- l'analyse contextuelle
- l'analyse genre.

Ces différentes approches basées sur des procédés participatifs ont permis de capter l'essentiel de ce qui est recherché.

V.3- Contraintes et difficultés

Sur le terrain la première difficulté rencontrée était liée aux prises de contact avec les autorités locales et les institutions pour le ciblage des sites d'enquête et la collecte d'informations. En effet, il a été très souvent constaté l'absence de ces personnes ressources pour des raisons de voyage ou d'indisponibilité tour court. Cela aussi bien en milieu urbain que rural par conséquent il y a des retards.

La deuxième contrainte était liée à la saturation des unités statistiques. Autrement dit, il est arrivé qu'une fois sur le terrain que les individus refusent de participer aux entretiens ou collaborent très peu prétextant être déjà enquêtés sans pour autant que leurs problèmes soient réglés.

Par ailleurs, pour rallier certains villages intérieurs sans guide l'équipe a eu à se perdre dans la brousse ou à s'enliser carrément provoquant ainsi des ennuis mécaniques (cassure de croix de véhicule). Toujours concernant le milieu rural on a l'habitude de dire que les ruraux constituent une population cible facile à enquêter. Cependant durant la période de soudure, il y a une situation de précarité des conditions de vie telle que les populations sont obligées d'aller à la

recherche de quoi survivre. Par conséquent les chefs de ménages sont très souvent absents. Telles sont les contraintes rencontrées sur le terrain d'enquête.

V.4-Limites des données recueillies

La particularité de cette enquête est à domicilier dans l'approche qui a été purement qualitative avec des outils tout aussi qualitatifs. A priori, il se posera alors la légitime question de la représentativité et de la validité des données collectées.

Il faut dire à ce niveau que la première limite est à coïncidée au temps du terrain qui n'a pas permis de faire une étude très couvrante du phénomène de la pauvreté car, il a fallu enquêter une localité par jour. En d'autre termes il y a certainement des informations qui ne sont pas recueillis.

Toutefois pour réduire toute marge d'erreur, la profondeur des entretiens a été de rigueur. De même, la validité scientifique des données a été mesurées grâce à un certain degré de saturation obtenu et jugé satisfaisant. En outre, les données secondaires recueillies ont éclairé et prolongés celles recueillies de manière qualitative.

V.5-Enseignement majeurs d'étude qualitative de la perception de la pauvreté à Diourbel

Les enseignements majeurs tirés de cette présente étude peuvent être formulés comme suit :

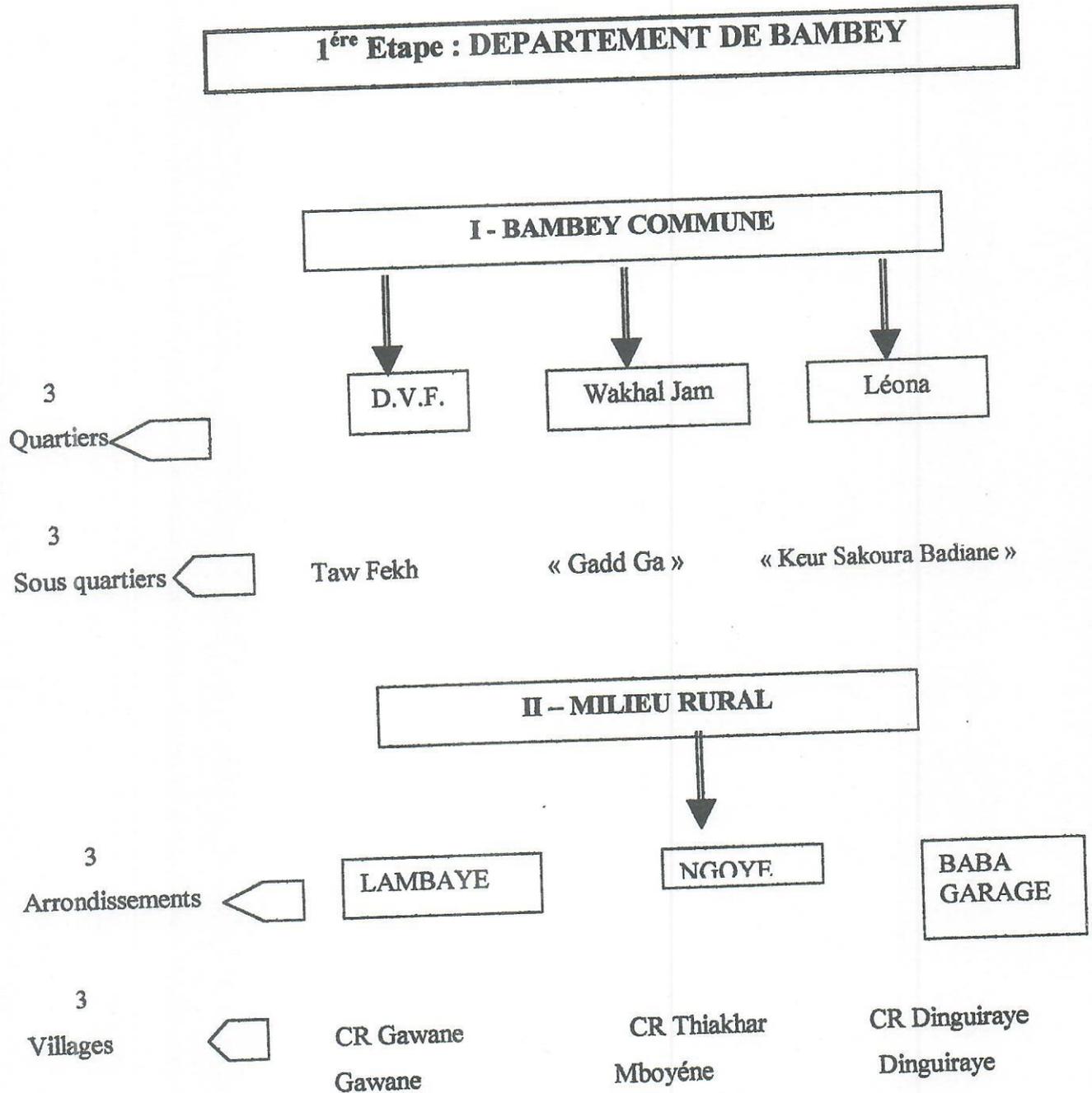
- la perception en terme de complexité et de profondeur de la pauvreté ne peut être saisie qu'au travers un procédé qualitatif dans la mesure où il s'agit d'entrer dans les modes de représentation des acteurs de leur vécu au quotidien.
- L'étude qualitative a permis de faire une sociologie des sentiments

crystallisée par les sémiologies populaires qui font que le chercheur se trouve souvent devant un paradoxe chez le pauvre : une envie de rire ou de pleurer. Elle offre du coup à la sociologie compréhensive un outil de taille et un champ de recherche fécond..

- La dichotomie classique opposant l'homo-sociologicus à l'homo-économicus reste profondément remise à cause. Ici, l'économique se trouve surtout enchâssé dans le sociologique.
- Cette étude aura enfin montré toute la complexité, la polysémie voire la richesse du concept de pauvreté. La pluralité de ses dimensions sont désormais mesurables à l'aune des expériences, des vécus et des trajectoires tout aussi pluriformes. A ce propos l'approche centrée sur les indicateurs visibles postulant que les choses parlent d'elles même semble être une « quincaillerie » théorique et méthodologique. Assurément, les choses ne parlent pas mais c'est aux acteurs concrets (qui interagissent par l'intermédiaire des choses), qu'il faut donner la parole pour saisir le sens des vécus et des choses .

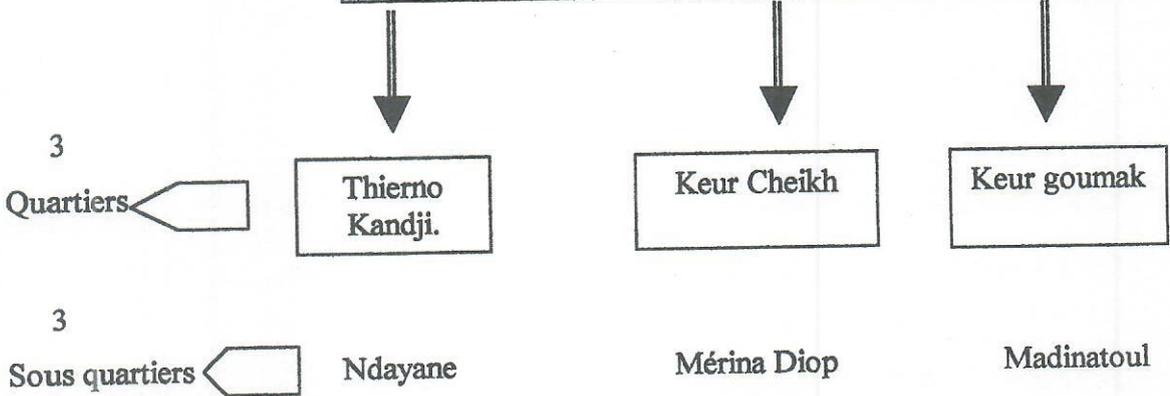
Schéma 1

Tableau synoptique des sites d'enquête

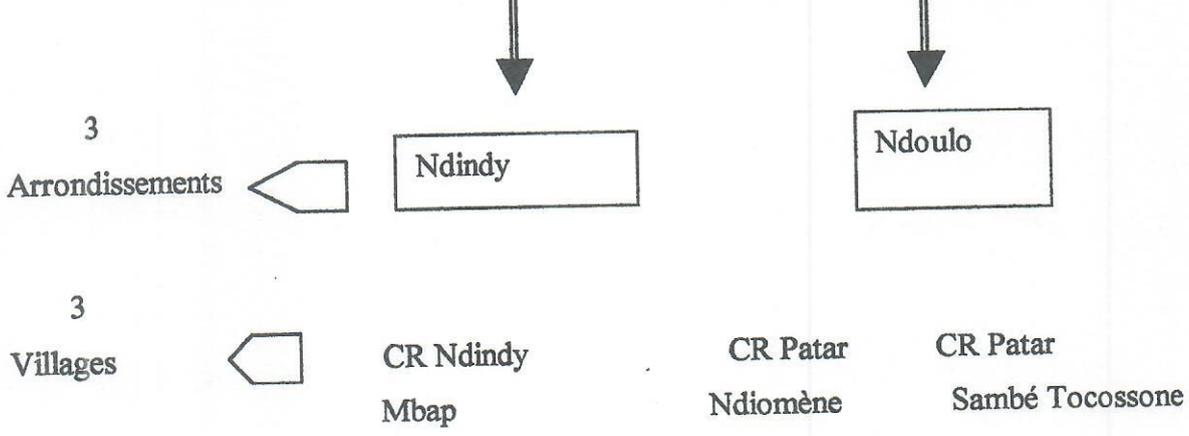


2^{EME} ETAPE : DEPARTEMENT DE DIOURBEL

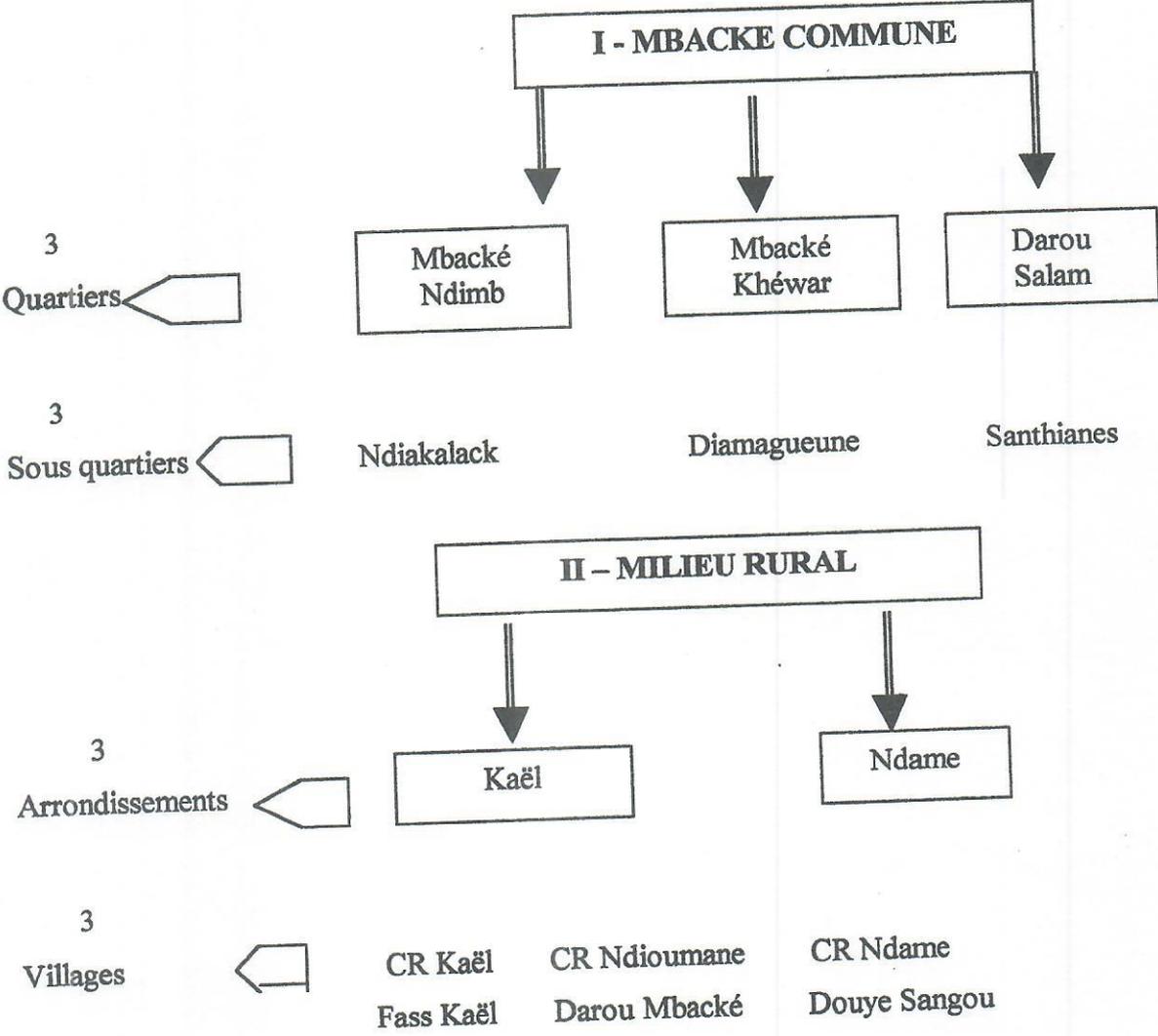
I - DIOURBEL COMMUNE



II - MILIEU RURAL



3^{EME} ETAPE : DEPARTEMENT DE MBACKE



**DEUXIEME PARTIE :
PRESENTATION DES RESULTATS
DE L'ENQUETE**

I. CONDITION DE VIE DES MENAGES

I.1 En milieu urbain

Tendanciellement, il est noté qu' il subsiste dans la ville des poches de pauvreté dans lesquelles vivent des ménages dans des conditions de précarité extrême au point de vue de l'alimentation, des revenus, de la santé, de l'éducation et de la communication avec l'extérieur.

Les ménages les plus touchés par la précarité sont repérables à la périphérie des villes et ceignent celles – ci. C'est le cas :

- à Bambey des sous quartiers de « Gaad – Ga » et de « Taw Feekh » et « Keur Sakoura Badiane » ;
- à Diourbel, de « Ndayaane », « Keur Cheikh » et « Médinatoul » ;
- à Mbacké, de « Diamaguène », les « Santhianes » et « Ndiakalack ».

Leur caractéristique commune est liée à leur origine rurale et la durée relativement faible de leur installation dans l'écologie urbaine.

Dés lors cohabitent essentiellement en milieu urbain trois types de catégories sociales et/ou socio – professionnelles :

- les ménages aisés ou riches qui constituent une modalité épi phénoménale ;
- les ménages au niveau de vie moyen ;
- et ceux dits pauvres, complètement plongés dans la précarité et une vulnérabilité extrême.

Cela donne à ces types de ville une configuration hétéroclite, un aspect bariolé et bricolé. Autrement dit, les populations rurales migrant vers la ville ont tendance une fois installées dans les périphéries urbaines à y reconstituer leurs propres environnements et à reconduire les mêmes pratiques socio – économique professionnelles et surtout concessionnelles. La présence de cases à Bambey,

Diourbel et Mbacké , la formation de hameaux autour des centre urbains où les nouveaux urbains pratiquent leurs cultures et élèvent leurs bétails dénotent nettement de ce phénomène de ruralisation de l'urbain du vieux bassin arachidier.

Deux facteurs essentiels expliquent une telle situation : d'une part d'ordre socio - économique et d'autre part d'ordre socio - religieux.

□ Sur le plan socio - économique

Les nouveaux citadins justifient leur arrivée en ville par les conditions de plus en plus précaires, quasi invivables de leurs localités d'origines. Ils viennent en effet, souvent de villages frappés par une péjoration climatique avec une faible pluviométrie, combinée à un assèchement des puits, l'absence de produits agricoles, vivriers, la disparition du bétail qui se meurt continuellement et l'inexistence notoire d'autres sources ou stratégies de survie dans ces zones. Il convient également d'ajouter à cela une valorisation de l'ailleurs, de la ville qu'est de plus en plus perçue comme un lieu de refuge eu égard aux dures conditions de survie en campagne.

A cet effet, M.D venu de Barry Ndongol nouvellement installé à Bambey soutient que « *deuk bountou dia wala bountou dëkh* » pour dire que la proximité soit avec un lieu d'activités commerciales, soit avec un point d'eau fonde la prospérité d'une ville. C'est le cas aussi de M.S. une femme peulh de 40 ans, habitant à Ndiakalack, commune de Mbacké, originaire du village de Mbaam Peulh (arrondissement de Kaël) rencontré dans la périphérie de Mbacké au quartier de Santhiane qui explique :

« *Nous sommes des éleveurs venus nous installés à Mbacké depuis 13 ans pour chercher un abri (moggadé) car le milieu rural est devenu invivable, sec (yoori). C'est également en ville qu'on peut vendre notre lait, par conséquent nos vaches n'ont plus de lait ce qui fait diminuer nos sources*

de revenu ».

Par ailleurs, il faut également noter que même ceux qui sont restés dans les villages ont souvent le cœur en ville et attendent d'être dans les dispositions de le faire pour migrer vers les centres urbains, comme le révèle ce propos tiré d'un focus – group réalisé au village de « Fass Kaël » dans l'arrondissement de Kaël département de Mbacké destiné chefs de ménages sur la thématique bien être, mal être :

« la vie doit être soutenue par une base de respect, mais le respect doit passer par une situation sociale qui permette de se sentir humain (« wouté ak ay bayyima »). Ce que vivent les populations du monde rural, ceux qui sont à Dakar par exemple ou dans quelques autres villes du pays ne le vivent pas.

Eux, ils vivent dans des conditions très aisées : courant, « hoo beusé bouton mou lër »² eau, « bou tijé sa robiné ndokh mii sotti ba thi waagne wi ak wanak wi »³, voitures, hôpitaux avec beaucoup de docteurs qualifiés, des maisons en dur qui résistent à toutes les intempéries, des marchés bien fournis en tout, les poches pleines d'argent pour acheter et régler tout ce qu'on veut, cela n'existe pas chez nous. Nous n'avons que des champs et ils ne sont pas très rentables faute de moyens, de quoi migrer vers la ville, ce qu'on n'écarte pas maintenant ».

A la lecture de ces propos, le bien être peut être appréhendé par rapport à l'importance accordée aux matérialités et au confort.

² Il suffit d'appuyer sur un bouton pour s'éclairer

³ Il suffit d'ouvrir le robinet et l'eau coule même dans la cuisine et les toilettes

□ Sur le plan religieux

Les facteurs religieux justifiant la ruralisation de l'urbain et son corollaire à savoir la paupérisation sont relevés surtout dans le département de Mbacké et à Diourbel. Pour le cas de Diourbel, le phénomène concerne trois quartiers sur les quatre que compte la commune à savoir Keur Cheikh (fief des bay -fal), Keur Gou Mak (domaine du Khalife Général des Mourides) et Cheikh Anta (avec la famille maraboutique de Gawaane).

Quant à la commune de Mbacké, elle est perçue par la communauté mouride comme un seul quartier administré par le représentant du Khalife Général. Tous les autres quartiers autant à Diourbel qu'à Mbacké sont considérés comme des sous quartiers et les délégués sont nommés par les représentants des Khalifes des différentes familles maraboutiques.

Par conséquent, la plupart des acteurs qui migrent vers ces zones considèrent leur déplacement comme un élan de rapprochement vers les grandes stations maraboutiques. Dans la représentation individuelle et collective de ces acteurs, ce rapprochement est synonyme d'accomplissement religieux .

La récurrence des sémiologies postulant que le devenir du monde se trouve à Touba et qu'il faut s'y rendre d'une manière ou d'une autre (« khélou dèm wala kheulou dèm ») pour dire qu'on se rend à Touba soit de gré soit de force, exprime avec force toute la symbolique qui fonde ce mouvement migratoire.

A titre illustratif, relevons cet exemple d'un chef de ménage F.D., instituteur en retraite venu de Mbour, où il a abandonné sa propre maison pour s'installer à « Santhiane » dans la périphérie de la commune de Mbacké et qui soutient même lorsque sa femme l'a abandonné ne supportant pas leurs conditions de précarité à Mbacké qu'il préfère « vivre avec Serigne Touba dans des cases et sans eau que de vivre à Mbour dans le confort mais loin de Touba ».

De même, le témoignage du Sous – Préfet de l'Arrondissement de Kaël (G.M.) de l'obsession de ces acteurs à se rapprocher de Touba quelles qu'en soient par ailleurs les conditions ou les conséquences sociales ou socio – économique atteste de la récurrence des sentiments qui accompagne ces déplacements: « *sagar dou sori seun* »⁴ ou « *paaka ken dou ko djiitou thi Mbaram* »⁵. Et mieux encore, le mouride considère que puisque Touba est son lieu de repos éternel par destination (à sa mort), autant s'en rapprocher de son vivant (« *yénu dém mbaa gnu yénu la yobbu* »⁶), c'est à dire littéralement porter ses bagages et s'y rendre ou s'y faire amener dans un cercueil.

En définitive, la « ville » de Touba est considérée comme la destination du salut pour le mouride, c'est le lieu où l'on se procure le « khéweul », le « ndimbeul », et le « yeurmandé » par excellence.

Cela se comprend d'ailleurs davantage si l'on analyse ce qui constitue presque un mythe aujourd'hui sur la pauvreté et la précarisation continue et de plus en plus accentuée de Kaël qui selon la logique populaire souffre d'une malédiction provenant de deux sources principales :

- d'abord du fait que le Cheikh (Ahmadou Bamba) aurait été torturé psychologiquement et physiquement et chassé de Kaël par ses populations.
- Ensuite à cause d'un accrochage entre Serigne Bassirou Mbacké (fils du Cheikh) et son cousin Cheikh Yaba Diop (alors dignitaire dans la localité) à propos de la construction de la route de Mbacké – Kaël et de la trajectoire qu'elle devait prendre dans les années 60.

Tout cela justifierait aujourd'hui qu'à Kaël, les populations migrent en masse vers Touba.

En effet dans la représentation populaire mouride Kaël est une bourgade hantée et impure où on ne peut nullement tirer de la baraka . Aujourd'hui à cause de

⁴Un haillon n'a pas toujours intérêt à s'éloigner des poubelles.

⁵ On ne devance pas un couteau dans son protégé

⁶ L'époque est à la sélection (des vrais fidèles)

cette idéologie Kaël est une bourgade en lambeaux avec ses anciennes maisons de commerces tout aussi en ruine. Or, les mêmes populations retrouvées dans les périphéries de Touba, au plan strictement économique vivent des conditions plus difficiles . Mais comme rétorque G.D retrouvé à Santhiane Mbacké « ce que nous attendons ici est plus fort que des questions d'alimentation, si nous avons le Cheikh avec nous on ne manque de rien ». Et, à G.D d'ajouter que « *Dimonooy yeulbou la gnou nek* », donc pour lui toutes ces souffrances et souffre-errances seront récompensées le moment venu. Aujourd'hui, des recompositions profondes sont entrain de s'opérer en milieu rural dans la région de Diourbel. C'est toute la géographie qui est entrain d'être « redessinée ». Des localités entières sont entrain de disparaître au moment où d'autres naissent. Certains villages ont disparu complètement de la carte comme Mbapp, Méril 1, Méril2 et Mbagne Sééw dans la communauté rurale de Kaël, Yadou kaël, et Kayi dans la communauté rurale de Ndioumane, Oura Ndiawaldi dans la communauté rurale de Dendeye ou encore Touba Ndiopan qui compte plus qu'une seule concession , celui du chef du village. Tous convergent vers les périphéries de Diourbel et de Mbacké.

Certains paysans abandonnent leurs terres dans leurs villages d'origine pour aller s'installer à Touba où ils sont contraints à déployer des stratégies de survie en menant de petites activités telles que la maçonnerie, le transport hippomobile, le petit commerce, la récitation de khassaïdes (poèmes de Ckeikh Ahmadou Bamba) à l'occasion de certaines cérémonies familiales ou religieuses, parfois même en mendiant au niveau des grands centres d'attraction publique et religieuse (mosquée de Touba, etc.)

C'est le cas de M.N. 35 ans, marié à une femme et sans enfants qui explique que : « *depuis 15 ans je vis ici dans les santhianes à moins de 2 km de Touba mais dans la commune de Mbacké. Je faisais des « navétanes » à Ndoulo (mon village d'origine) mais l'agriculture ne nourrissant plus son homme, j'ai préféré*

rester et m'installer définitivement ici et je travaille à Touba où je fais de la maçonnerie (construction de briques) du fait qu'ici tout le monde construit. J'ai laissé à Ndoulo mon champ au chef de village comme beaucoup d'autre l'ont fait. »

Il ressort de cette analyse que trois critères se dégagent pour la typologie des ménages :

- 1- la localisation géographique ;
- 2- l'ordre d'installation des ménages dans le tissu urbain ;
- 3- l'activité socio – professionnelle qui tire le ménage.

Les populations elles – mêmes perçoivent la pauvreté comme un phénomène public. Cela explique comme déjà indiqué que le type des ménages riches n'est pas représentatif.

Il est également à préciser que cette différenciation catégorielle s'opère dans la logique même des acteurs sur la base de la dialectique bien être, mal être .

Elle structure et alimente les conceptions qui président à chaque niveau de lecture et de perception des réalités relatives à la pauvreté. En d'autres termes, les acteurs peuvent soit s'apprécier personnellement en référence aux autres, soit apprécier les autres en références à eux – mêmes. Dans les deux cas, la représentation et la perception que l'on se fait du phénomène en question obéit à une logique comparative et classificatoire à fond essentiellement matériel ou financier.

Le type aisé :

Nous retiendrons ainsi pour le premier type de ménages identifiés et dit aisés (gni fééx) qu'ils sont peu nombreux et qu'ils constituent une catégorie ou classe privilégiée souvent de personnes étrangères à la localité ou pour de rares cas, des

autochtones parvenus à se positionner très tôt dans le domaine du commerce par exemple en gérant un héritage familial en biens meubles et/ou immeubles tirés des anciens commerces coloniaux depuis les indépendances. C'est le cas à Bambey des familles Kâ, Dioum et Ndiaye Diack... A chaque famille par exemple est associé le nom d'un ancien comptoir commercial : exemple la famille Ndiaye et Morelle et Prom. Ces ménages ont parvenus à maintenir le niveau de vie d'enfant parce qu'ayant réussi à pousser très tôt les jeunes à l'émigration.

Par rapport au vécu social et aux arrangements matrimoniaux, ces ménages sont plutôt à l'abri de toute vulnérabilité : ils parviennent à prendre les trois repas quotidiens et avec une qualité satisfaisantes tout en diversifiant leurs alimentation, ils bénéficient d'un niveau de vie matériel assez satisfaisant avec de l'eau courante, de l'électricité, souvent le téléphone, des appareils électro - ménagers tels que téléviseurs, réfrigérateurs, cuisinières, etc.

Quant au type résidentiel, ces ménages sont la plupart des cas localisés dans les quartiers du centre ville, dans les zones de concentration institutionnelle où l'on retrouve les plus grandes unités socio - économiques et scolaires comme boulangeries, écoles, lycées, centres sociaux, grands magasins, cabines téléphoniques, cinémas, hôpitaux ou circonscriptions médicales, pharmacies etc. Ensuite, leurs constructions mêmes sont presque toujours en dur.

Précisions enfin que ce premier type de ménages constitue quasi exclusivement la catégorie de gens aptes à apporter constamment un soutien substantiel matériel et/ou financier aux gens qui sont les plus démunis et qui peuvent même parfois établir des liens de parenté plus ou moins réels avec eux. Ce sont au niveau de ces ménages où sont très souvent recrutés les « courtiers » des institutions. En effet, en fonction de leurs position de leadership à l'échelle locale ainsi que de leurs aptitude à décoder le langage des institutions, ils sont

souvent prompts à accaparer et détourner les retombées des institutions.

Le type moyennement aisé

Ensuite vient le type moyennement aisé (« *gni tané* ») que constituent les ménages ni tout à fait à l'abri, ni tout à fait dans la précarité et qu'on peut appeler le type intermédiaire. Ces ménages vivent selon la sémiologie populaire dans le « *soutoura* » avec le strict minimum pour manger, se vêtir, se soigner, assurer la scolarité des enfants mais non sans parfois rencontrer des difficultés réelles dans la satisfaction courante de chacun de ses besoins. Par exemple, la qualité des repas est hypothéquée. Il arrive parfois qu'on s'abstient par exemple d'un petit déjeuner à certains moments difficiles du mois. Egalement lorsqu'un membre de la famille est malade, on paye une partie de l'ordonnance on oublie les autres médicaments jugés chers par rapport aux moyens disponibles. comme nous l'explique M.D. un chef de ménage rencontré au quartier « Gaad – Ga » dans la commune de Bambey :

« A l'image du mien la configuration de la plus part des ménages est dressée comme suit : on gère une vingtaine de personnes dont ses propres parents (père et mère), ses femmes, et ses enfants et quelques sœurs et neveux pour un salaire avoisinant 70 000fca » . Ces familles sont donc souvent de type élargi voire très élargi ce qui fait qu'au niveau des arrangements résidentiels, il y sévit parfois une promiscuité relativement poussée avec des constructions très modestes (« *deukouwaay you tané* »). Ces types de ménages ne sont pas le plus souvent originaires de leurs milieux de résidence .Cependant, ils y auront beaucoup duré souvent depuis deux ou trois générations comme c'est le cas des familles maures de « Gaad – Ga » à Bambey, originaires de Mauritanie et de la famille de M.D. plus haut citée, originaire quant à elle de keur Nehma à Bambey même et installée à « Gaad – Ga » depuis plus de 50 ans.

Le type pauvre

Le troisième type est celui dit pauvre (« gni néew doolé »). Il constitue la grande masse des ménages dans notre zone d'étude. Ici c'est une petite activité souvent irrégulière que mène un membre qui soutient tout le ménage. Egalement, du fait souvent de leurs origines rurales et de leur installation plus ou moins récente à la périphérie des villes, ces ménages, comme c'est le cas des « santhianes » à Mbacké ou de « Taw feex » (senzalas) à Bambey parviennent, difficilement à conserver quelques pratiques rurales.

Par exemple, ils tiennent de petites cultures en saison des pluies ou encore élèvent un petit bétail ce qui peut constituer un appoint de subsistance à la famille. Toutefois ces types de ménage subit du reste les affres liées au manque d'eau (absence d'installations domestiques), du manque d'électricité (zones non électrifiées), de l'insécurité (avec un vol constant du bétail du fait de l'état délabré des concessions) et surtout d'une déconnexion institutionnelle, voire sociale et même économique professionnelle.

Enfin, le dernier type de ménage, celui dit très pauvre (« miskiin »). C'est le cas de familles souvent très élargies, polygames, avec beaucoup d'enfants à majorité très jeune et dont le chef de ménage est inactif soit pour des raisons d'handicap physique (accidents, maladies ...) ou d'inoccupation professionnelle voire de manque de qualification.

La différence fondamentale avec le type précédent reste qu'à ce niveau ; les autres membres de la famille n'ont même pas les moyens de déployer des stratégies de recours et de survie. D'ailleurs souvent des femmes choisissent dans ce genre de situation de divorcer et d'abandonner ainsi le chef de ménage, seul avec ses enfants, ce qui les enfonce davantage dans la pauvreté, une précarité à la limite de l'humain. Le cas du vieux S.F. avec qui un récit de vie a

été réalisé dans le quartier de Ndayane à Diourbel en est un exemple. En effet, à la suite d'une hospitalisation qui leur coûtera tous ses revenus financiers et économies et dont il est sorti paralytique au niveau des membres inférieurs trois de ses quatre femmes ont divorcé et celle qui est restée soutient – il « *ne le fait que par ngor mais elle a toutes les raisons de partir comme l'on fait les autres, car ici, on n'a même plus de quoi manger* ».

Cette situation peut également revêtir un caractère individuel avec des personnes souvent d'un âge très avancé, infirmes ou abandonnées seules vivant des conditions très précaires.

Dans les deux cas, il faut noter que par rapport à ce type de ménage, les familles concernées ne vivent pratiquement que d'« assaka » (aumône) ou de dons comme dans le cas de la vieille A.M. rencontrée à « Gaad – Ga » dans la commune de Bambey et qui souffre d'une cécité totale, habitant seule avec sa sœur presque aussi vieille qu'elle.

Ces genres de personnes vivent dans des concessions qui en fait n'en sont que de nom (absences de latrines, souvent sans clôture et sans eaux). Le plus souvent n'ont même pas besoins d'aller quémander ou n'en ont d'ailleurs mêmes pas les aptitudes physiques ; tout le monde connaît leur état de les , le voisinage leur vient en aide.

Il faut noter enfin que ce type se présente le plus souvent sous la forme de cas épi phénoménaux, autrement dit, il n'est pas fréquent.

I – 2 En milieu rural

Il faut souligner qu'en milieu rural, deux facteurs déterminent généralement la perception du bien être et du mal être. Ce sont :

- le type d'activité exercée au niveau intra – villageois ;
- la possibilité des membres du ménage d'émigrer.

Pour la première composante, on note une rudimentarisation du matériel

agricole avec des acquisitions qui datent en moyenne de plus de 30 ans. Cela explique la rareté des houes occidentales au profit des houes artisanales. Aussi, les semoirs deviennent-ils de plus en plus rares, laissant ainsi place au retour de la gestion traditionnelle de l'espace agricole.

A cela se combine une rareté et une difficulté d'accès de plus en plus accrue aux intrants.

Par rapport aux semences, la nouvelle politique de distribution attribuée à chaque ménage quelle qu'en soit la taille environ 150 kg d'arachide en coque qui décortiqués donnent 50 à 70 kg en graines à semer. Cette quantité est d'autant plus insignifiante que S.D.M. marabout à Darou Salam Mbacké souligne que *« la dite quantité ne permet même pas d'ensemencer le champ d'un bon sourga a fortiori celui d'un chef de ménage »*.

En fait, ce type de distribution assez simpliste ne prend pas en charge les potentialités agricoles des ménages. La combinaison de ces facteurs explique la vulnérabilité des acteurs ruraux du vieux bassin arachidier qui restent mal outillés pour affronter la crise devenue structurelle imprimée par la variable agricole.

Il s'en suit que l'arachide ne permet plus d'avoir un revenu monétaire correct et que la culture milicole ne procure plus ou rural une base céréalière que pour une période très limitée dans le temps (une moyenne de trois mois de couverture céréalière et notée chez les personnes interrogées).

Cette donnée explique l'introduction du riz comme alternative alimentaire considérée autrefois comme une céréale urbaine.

Ce fait a entre autre concouru à la défaite masculine et la féminisation progressive du statut du chef de ménage.

Aussi, comme le note A.K. « tout ce qu'on demandait à un homme rural c'est un grenier rempli de mil, mais depuis l'introduction du riz dans notre alimentation quotidienne les hommes se sont vus amputés une portion importante d'eux

mêmes. En effet, ce sont les femmes avec leur petit commerce qui amène ce type de céréale au ménage ».

Aussi, ce souci d'optimisation, de monétarisation des forces de production de l'unité domestique occasionne un déplacement des acteurs de la sphère traditionnelle villageoise vers les secteurs monétarisés.

Le lieu de prédilection de cette économie de type marchand est la ville de Touba mais aussi Dakar et l'étranger.

La frange jeune qui se trouve le plus en phase avec cette nouvelle éthique fondée sur le paradigme du dehors fait accompagner ce mouvement de migration d'un mouvement inverse en terme de transfert monétaire ou matériel vers la sphère d'origine.

De ce qui précède, il est possible d'identifier quatre (4) catégories de ménages en fonction des critères suivants :

- la sphère d'exercice de l'activité principale pourvoyeuse de revenus pour le ménage ;
- les types mêmes d'activités qui supportent le ménage ;
- le statut et la position sociale de la personne qui mène cette activité au sein du ménage ;
- l'existence éventuelle d'une autre source de revenus selon qu'elle en soit la seule ou qu'elle soit associée à d'autres pour le ménage.

Ainsi, nous pouvons retenir sous un angle classification selon le degré de pauvreté et de vulnérabilité d'une catégorie à une autre et suivant la perception même qu'en ont les acteurs, 5 types de ménage en milieu rural :

- le type exclusivement extraverti : dépendant exclusivement de l'acteur émigré ;
- le type relativement extraverti : combinant un transfert monétaire et/ou un

matériel relativement faible à l'activité menée à l'échelle du village ;

- le type non extraverti : dont la source d'activité se limite à l'activité menée à l'intérieur du village ;
- le type qui déménage : comblant le lieu faible intra – villageois par un lien fort extra – villageois réel ou supposé ;
- le type bloqué : sans recours ni à l'échelle intra ni extra – villageois.

Le type exclusivement extraverti

Il correspond aux ménages de « *boroom barké* » et présente à l'image des villes un caractère épi phénoménal en milieu rural. Ici le ménage dépend quasi intégralement des apports venant de l'extérieur.

Il est également à préciser que les ménages de ce type rencontrés en zone rurale continue le plus souvent à mener des activités à l'échelle micro – locale, notamment l'agriculture, non plus par nécessité économique mais plutôt par souci d'accommodation sociale.

S'il en est ainsi, c'est du fait que le (ou les) « perfuseur » établi à l'extérieur est suffisamment bien assis pour gérer à distance la quotidienneté du ménage resté au village.

La carte sociale du village de Douye Sangou dans la communauté rurale de Dala Ngaabou, arrondissement de Ndaame, département de Mbacké est assez explicite de cette situation.

En effet, on remarque qu'au plan concessionnel, l'essentiel des ménages qui habitent des concessions en dur comptent un ou des membres établis à l'extérieur. De plus, ces mêmes concessions totalisent quasi exclusivement un ensemble de signes extérieurs de richesse à l'exemple d'un grand troupeau de bovins, un téléviseur qui fonctionne avec une batterie, des toilettes modernes (en dur)...

Il arrive même que des ménages de ce type quittent définitivement et en

entièrement le village pour s'installer en milieu urbain ou dans les villes intermédiaires comme Touba à la recherche d'un cadre qui correspond à leur nouveau statut, à leur niveau de vie : c'est le déménagement des riches.

Le type relativement extraverti

Au plan économique, le ménage bénéficie d'un appui venant de la migration relativement substantiel d'un « perfuseur » tout aussi relativement vulnérable.

Cela s'explique par le fait que les activités que mène ce dernier le plus souvent dans les grandes villes du pays comme Dakar ne suffit pas à tirer entièrement le ménage au village. Selon les acteurs interrogés à ce propos, le type d'activités mené tourne pour la plupart autour de bonnes, gardiennage, manœuvre, petit commerce ambulant, apprentis – cars, etc.

A l'exemple, B.S. rencontrée au village de Gawane dans le département de Bambey qui soutient que : *« il y a beaucoup de filles de mon âge qui sont originaires du village et qui sont actuellement à Dakar où elles exercent l'activité de bonnes. Moi même je suis rentrée depuis la Tabaski à cause des conditions dures de travail, la rémunération n'étant pas non plus luisante. En revenant, j'avais 100 000 F avec moi qui m'ont servi à faire ma garde robe et à aider ma mère dans la gestion du ménage ».*

Pour ces ménages, il est alors toujours nécessaire, à l'échelle intra – villageoise pour ses membres résidents, de déployer des stratégies diverses en vue d'accompagner l'effort du « perfuseur déshydraté ». Souvent, on combine une faible activité agricole au petit élevage de bétail, notamment des petits ruminants, le petit commerce inter – villageois (à l'occasion des loumas) et les petits métiers pour les jeunes.

La sémiologie populaire fait correspondre à ce type de ménage le concept de « pounoum pire ».

Le type non extraverti

Il correspond aux « new doole » et ne compte que sur une activité agricole limitée à laquelle se greffe souvent des activités extra-agricoles (toujours à l'échelle villageoise), tout aussi limitées.

C'est le type le plus répandu en milieu rural du vieux bassin arachidier, ce qui justifie l'expression : « *kën tanéwoul sa morom* » ou le mal est commun.

La quasi totalité des ménages rencontrés dans ces zones ont un niveau de vie dénotant d'un degré de précarité assez avancé.

En effet, au plan alimentaire, on peut noter le développement de plus en plus accentué d'une pratique de recours aux stratégies du « taathie » ou de la consommation d'aliments initialement réservés au bétail tels que le « rakkal ». D'ailleurs certains acteurs n'hésitent pas à faire état d'une assimilation factuelle à la condition animale à travers les concepts de « foraatu », « moss » ou de « doundou wéréyane », pour dire qu'ils ont le même mode de vie que les animaux qui courent à longueur de journée derrière leur nourriture et sans jamais se rassasier du reste. Cette activité est beaucoup plus accentuée en période soudure.

Le type qui déménage

Ces types de ménage souffrent d'une absence d'encrage dans le tissu intra – villageois, du fait de l'effet combiné d'une inactivité agricole par faute de moyens et/ou de moyens faibles, et de l'inexistence d'une autre source de revenu capable de soutenir leur vie ou leur survie au village. Pour ces gens, « mбай mi daffa gantal » (l'agriculture n'est plus productive) et souvent la progéniture est soit inexistante soit trop jeune pour soutenir un tant soit peu d'une manière ou d'une autre le ménage.

Pour éviter alors de se réduire à l'état de « miskinn » que ne leur permet de conserver leur sens du « jomm » ou du « ngor » (honneur et dignité), c'est

souvent plusieurs ménages ou plusieurs familles (au sens large du terme) ayant tissé une solidarité forte et qui partagent la même condition humaine qui s'accordent à quitter définitivement le village. Ils vont ainsi s'installer la plupart du temps à Touba ou dans des zones environnantes dans l'espoir de profiter des retombées de l'émergence de ce nouveau pôle d'attraction qui prend des proportions démesurées.

D'ailleurs, dans des zones présentant un degré de vulnérabilité aigu ce sont des villages entiers qui migrent disparaissant ainsi de la carte .

A Darou Mbacké par exemple, le village comptait 26 ménages il y 5 ans et qu'aujourd'hui, il n'en compte plus que 8 dont 1 en déménagement imminent. Le chef de ce ménage qui vit avec sa mère (vieille) et dix enfants en charge (tous jeunes) qui sont soit ses enfants soit des enfants qui lui sont confiés, déclare :

« je n'ai plus de matériel agricole, encore moins de bras pour cultiver car toutes personnes valides de la famille sont parties à Touba. Moi aussi, je m'y suis déjà rendu pour tâter le terrain. Je suis décidé d'y aller très prochainement car je reste ici avec ma vieille mère et les enfants.

Une fois à Touba, je pourrais au moins faire du transport urbain. Je ne veux pas quitter cette maison parce que c'est elle qui m'a vu naître et c'est ici que j'ai grandi. Penser que je vais la laisser derrière moi et que dans deux ans, je la retrouverais en ruine me fait mal, mais que faire ? Je suis sûr que si j₂ reste ici, je mourrais de faim avec ma famille. Donc la seule solution que j'envisage aujourd'hui, c'est d'aller à Touba. Là bas au moins, on mange à sa faim ».

Dans la construction sémiologique du milieu, ce type de ménages correspond aux « walakaana ». Cette notion est construite à partir du mode et des conditions de extrêmement dures et de privations, doublés de l'inexistence particulièrement en zone rurale d'autres opportunités, stratégies ou recours compensateurs .

Le type bloqué

Il correspond à la dernière marche de l'échelle de la typologie selon le degré de précarité en zone rurale. C'est le type « wasskhina » et qui correspond en milieu urbain au type « miskinn » mais la différence se trouve dans les modes du niveau de vie communautaire. Ce type de ménage préfigure le plus souvent d'un niveau de vie général très précaire. En outre, la faiblesse de l'activité agricole reste ici un facteur structurant et globalisant, ce qui diminue inexorablement la solidarité, l'entraide et la coexistence (valeurs culturelles normatives de la société), car tout un chacun se paupérise. Or ce type de ménage ne compte que sur ces valeurs pour son maintien.

En effet comme le soutient dire à nombre d'acteurs interrogés en milieu « *kou manouleu youtt dou wothiou* », pour dire littéralement celui qui n'a pas la force de baver ne pourra pas vomir.

Par ailleurs, cet état d'asthénie sociale et économique généralisé, constitue essentiellement le facteur de « blocage », entretenu du reste par un phénomène de paupérisation cyclique. De plus les effets pervers d'une politique agricole désarticulée, fait mouvoir dans un cercle vicieux les paysans les plus résistants et fait croupir dans un cycle de vulnérabilité continu les plus faibles. Les premiers font recours à l'usurier, et les seconds cultivent peu faute de prêt semences.

Le récit de vie suivant reflète les conditions de survie de ce type de ménage, il s'agit de N.D une paysanne veuve depuis 20 ans, âgée de 60 ans vivant à Mboyene

« Je vis seule avec ma petite fille de 7 ans dans une case à la sortie du village.

J'ai un fils unique qui vit à Dakar depuis 14 ans, il y a 5 ans sa femme qui vivait avec moi est partie le rejoindre me laissant leur fille alors très petite, je l'ai éduquée. Mon fils revenait souvent au village et repartait sur « Ndakaru », depuis 5 ans il n'a pas remis les pieds à Mboyene, donc il ne constitue aucun soutien j'avoue que je ne comprend pas son attitude. A 70 ans, je m'active seule pour la cuisine, la collecte de l'eau, le linge heureusement ma petite fille commence à apprendre les tâches domestiques et m'aide.

Comme richesse matérielle je n'ai que 2 chèvres et quelques poules, c'est uniquement quand j'ai un besoin urgent que j'en vends une.

A l'heure actuelle pour cultiver mon lopin de terre, mon neveu m'aide à labourer avec son cheval, je mets les semis. Il vient également réparer ma clôture et la toiture de la case. N'eut été lui, je serais morte depuis, de plus quelques voisines m'apportent souvent à manger ».

Le cas de ce chef de ménage dénote tout simplement d'un lien faible vis à vis de son réseau relationnel direct ou familial qui aurait dû la dispenser de s'activer à son âge pour survivre .

II. Formes et mécanismes de vulnérabilité, d'insécurité de risques, d'exclusion et marginalisation

Il se dégage à ce niveau 3 catégories de formes et mécanismes selon qu'ils prévalent en zone urbaine, rurale ou qu'ils soient communs aux deux milieux.

Un constat majeur se dégage : la généralisation de la pauvreté qui devient ainsi un phénomène transversal.

II-1 La déconnexion

la déconnexion reste la forme de vulnérabilité la plus récurrente de par son caractère pluriel et de ses corollaires en terme d'insécurité d'exclusion, de marginalisation et de risque.

La déconnexion géographique

Elle est plus perceptible en milieu rural. Dans la majorité des cas en zone urbaine ce sont les quartiers périphériques qui ceinturent le centre ville qui connaissent cette forme de déconnexion où la zone concernée est difficilement accessible car étant enclavée. C'est l'exemple des villages qui sont à l'intérieur des communautés rurales où seul le chef lieu de la communauté rurale est accessible car situé sur une route principale.

C'est le cas dans l'arrondissement de Ngoye Département de Bambey, où la communauté rurale de Thiakhar qui regroupe 63 villages, n'a que 12 km de route bitumée (même kilométrage pour la voie ferrée) qui relie l'axe Bambey – Diourbel.

Ainsi, tous les villages qui sont à l'intérieur (dont Mboyene qui a été enquêté) ne sont reliés que par des pistes de brousse sablonneuse ou en latérite et qui deviennent quasi impraticables en saison des pluies.

Dans le département de Mbacké, arrondissement de Kaël, la priorisation des besoins des populations du village de Darou Mbacké effectuée par elles même

montre que la deuxième priorité reste l'accès aux infrastructures routières :

« fi amoul yoo » (il n'existe pas de routes). *« Nous avons d'énormes difficultés pour rallier d'autres localités l' «horaire» (véhicule de transport en commun inter – villageois) ne passe pas à Darou Mbacké et il faut faire 4 km pour atteindre Fass – Kaël et l'y attendre ou encore faire 13 km en charrette pour espérer le prendre au niveau du croisement de Kaël sur la route nationale Mbacké – kaffrine ».*

En milieu urbain, l'exemple du quartier de Ndayane dans la commune de Diourbel est similaire à celui précédemment décrit. En effet, la principale route butimée (15 km), c'est celle qui traverse le quartier dans le sens longitudinal vers Bambey. Toutes les rues internes sont sablonneuses à l'image des autres quartiers pauvres qui ont été ciblés et visités.

Ainsi, l'absence d'infrastructures routières constitue un facteur d'enclavement, un autre fait indiquant cette déconnexion géographique c'est l'absence d'électrification et de lignes téléphoniques.

Pour preuve les 9 villages qui ont constitué les unités d'enquête, aucun d'eux n'est électrifié, ni desservis en téléphonie rurale.

En fait, ici le degré de vulnérabilité se mesure au risque d'insécurité qu'encourent les populations qui dès le coucher du soleil plongent dans les ténèbres. C'est le cas des quartiers Ndiakalack (quartier pauvre de la ville de Mbacké) et Ndayane (quartier de Diourbel stigmatisé « cité sondel ») où les habitants sont éclairés le soir à la lumière des bougies et d'une mèche plongée dans du pétrole (il y a ici risque d'incendie). C'est l'observation nocturne qui permet de constater toute la vulnérabilité. Certains coins de ces quartiers comme le « peulga » à Ndiakalack restent invisibles au delà de 50 mètres, c'est des gens qui vivent à la lumière du jour.

La nuit ils demeurent vulnérables aux aléas de toute sorte comme les vols de bétail et de matériel agricole. A ce propos des populations de Fass Kaël

(communauté rurale de Kaël) affirment que hommes et femmes ne dorment plus la nuit que d'un œil à cause des vols perpétrés la nuit. Une victime Nd. G. 48 ans habitante du village raconte qu' « *il y a quelques temps on m'a volée 18 moutons ensuite les 2 moutons qui restaient, moururent car « saac daay tooj galladj », par conséquent on s'appauvrit davantage »*.

En définitive la déconnexion géographique a comme principal effet induit un déficit communicationnel qui maintient les populations dans un état de marginalisation au risque d'être oubliées.

La déconnexion institutionnelle

Elle procède le plus souvent de la déconnexion géographique de la prégnance du religieux qui structure les valeurs et pratiques des acteurs dans certaines sphères à forte dominance maraboutique, ou encore du caractère herméneutique et/ou sélectif des politiques institutionnelles surtout des ONG.

Autrement dit, on peut relever par exemple qu'en milieu urbain, la ruralisation des zones périphériques qui ceignent les villes reste un facteur prépondérant de déconnexion institutionnelle. Ici, c'est d'une part le fait que les acteurs habitant ces zones périphériques y ont migré en y transférant un ensemble de réalités, de pratiques et de schémas sociaux. Ils vivent de fragilité citoyenne car n'étant pas suffisamment outillés pour décrypter le langage des institutions. Dans ces zones, les nouveaux citadins s'activent donc essentiellement dans leur petite agriculture vivrière à laquelle, s'associent souvent un petit élevage de petits ruminants ou de volaille, une petite activité commerciale assez limitée.

Souvent, le bailleur impose des conditions et modalités lourdes et des rouages assez complexes pour des acteurs mal outillés financièrement et handicapé par manque d'expertise ou de formation qu'exige un type d'entreprise.

A cet effet il est possible de souligner le cas d'interface entre le SP3 de Bambeï les acteurs de la dite localité. Au moment les acteurs locaux prétendent avoir déposé des documents de projets en bonne forme , les bailleurs considèrent que les papiers déposés étaient de simples idées de projet. Ce gap est révélateur soit d'une manque de prise en compte de la capacitation endogène dans les domaines sollicités par l'institution , soit d'un manque de souplesse des exigences de l'institution.

Ici, de l'avis des acteurs, le SP3 orientent les acteurs vers l'ONG AHDIS du fait de leur manque d'expertise dans le domaine d'activité ciblé, de la non capacitation de parler la langue de l'institution. Mais une fois au niveau de cette structure, l'étude de faisabilité d'un projet doit coûter une certaine somme d'argent (25000FCFA). Les intéressés interrogés sur la question jugent élevée et démotivante ces rouages. De plus, il arrive affirme N.D « même qu' après avoir déployé toutes les forces pour payer cette somme le dossier de faisabilité du projet soit rangé dans les tiroirs par l'antenne locale du PNUD sans suite de financement ou d'exécution ». Aussi certaines personnes interrogées perçoivent à travers cette orientation du SP3 vers l'ONG AHDIS une forme de complot inter institutionnel pour mieux les « duper ».

Cela est d'autant plus déplorable affirme I.B.G, Secrétaire Municipal de la Commune de Bambeï qui souligne qu'en définitive : « *le pauvre préfère investir directement le peu d'argent qu'il possède dans son activité ou dans son alimentation plutôt de l'utiliser pour l'étude de projet* ».

Il faut toutefois noter que le SP3 à travers le PAGR de Bambeï tente de corriger cette pratique ,en faisant l'étude de faisabilité gratuitement, mais «*à condition que les demandeurs soient organisés* » note la conseillère du projet. Mais toujours est-il que l'approche est toujours assez pauvre et n'a pas encore permis aux groupes les plus vulnérables d'accéder à l'institution.

Par ailleurs, une autre forme de vulnérabilité, un autre type de déconnexion institutionnelle découlant cette fois de la prégnance de la religion qui dans certaines sphères à forte coloration religieuse et confrérique structure les valeurs, conceptions, attitudes et pratiques des acteurs.

Cela est essentiellement noté dans certains quartiers de Diourbel mais avec plus d'acuité dans le département de Mbacké.

Dans cette localité, le constat des acteurs, autant au niveau des institutions que des populations est unanime : *« les ONG ne veulent pas investir ici à cause d'une logique encrée selon laquelle les marabouts protègent ceux qui n'honorent pas leur part les engagements pris auprès des institutions »*, constate Mr BA, Responsable du domaine communal à la Mairie de Mbacké.

Mais au delà de ce fait, il faut également relever avec certains responsables institutionnels du département que la ville de Touba est en train de prendre des proportions tentaculaires. Jouissant ainsi des conséquences d'un mouvement d'émigration aux retombées considérables sur le plan économique d'une attention et d'une disponibilité particulière de la part des pouvoirs publics. Le développement fulgurant de cette ville capitale du Mouridisme ne reste donc pas sans conséquences négatives sur l'exécution et l'efficience des politiques institutionnelles en faveur des plus pauvres, du département en général.

« Mbacké est négligé dans les programmes de lutte contre la pauvreté et de développement du fait d'une prospérité supposée et théorique de la zone. Or, il n'y a ici qu'une poche de nantis qui se limite à Touba. Et d'ailleurs même à Touba, il y a des gens qui ne vivent que sous la coupole des grandes familles maraboutiques. C'est cela donc qui handicape la ville de Mbacké qui souffre depuis des années d'une déconnexion institutionnelle au plan macro autant par rapport à l'Etat que par rapport aux ONG » note M. G. Mbengue, sous préfet de Kaël.

Ainsi toujours, selon ce responsable, il s'ajoute à cela que même lorsqu'il arrive que certaines ONG s'orientent vers cette zone, leurs investissements sont quasi exclusivement accaparés par les épouses des grands marabouts, où leur réseau relationnel dans le cadre des financements des G.P.F surtout. Toujours dans le même cadre M. BA de la Municipalité de Mbacké fait noter que « *le transport est devenu à Mbacké un grand calvaire. Il n'y a plus que Touba qui fait l'objet d'investissement en matière d'infrastructures routières, pour voyager de Mbacké vers Dakar ou les autres villes du pays, il faut toujours remonter jusqu'à Touba car la gare routière de Mbacké a été totalement enterrée par le trafic et le flux impressionnant à Touba* ».

Sur le plan des infrastructures télécommunicationnelles également, Touba se positionne mieux que toutes les autres localités de la région, alors que dans certains chefs lieux de communauté rurale on compte quatre lignes téléphoniques (CR de Thiakhar) voire une seule ou plus trois (CR de Gawane, Patar ou Ndindy), Touba elle se positionne de plus en plus comme la première cliente de la SONATEL au Sénégal de par l'importance de son réseau téléphonique à côté de Dakar..

Un autre aspect de cette forme de déconnexion institutionnelle à fond religieux reste le fait que sur le plan de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et des domaines, Touba est en phase de « phagocyter » la ville de Mbacké.

En effet, le responsable du domaine communal de Mbacké souligne avec beaucoup d'inquiétude que « *Touba nous grignote nos terres, le khalif les attribue à son gré aux talibés et actuellement Touba ceinture de part et d'autre toute la commune de Mbacké qui ne peut plus s'étendre et même risque inéluctablement de se dissoudre dans Touba si l'Etat et les pouvoirs publics n'y prennent garde* ».

Face à la complexité de toute cette situation (l'expropriation foncière), l'absence de réaction de la part de l'Etat en vue de remédier à un tel état de fait est perçue

par certains acteurs comme un facteur prépondérant de déconnexion institutionnelle. Cette déconnexion à dès lors comme avatars principaux la surpopulation de la ville de Touba et son revers, le dépeuplement voire la disparition dans certains cas de beaucoup de villages environnants qui migrent vers Touba, à la recherche d'une amélioration de leurs conditions de vie.

III. Autres formes de vulnérabilité :

L'alimentation

Elle reste, un indicateur phare et très récurrent dans la perception de la pauvreté par les acteurs et même dans leurs représentations du bien être et du mal être.

la faiblesse du pouvoir d'achat en est le principal déterminant. Cela se traduit par la cherté des denrées de première nécessité (riz, huile, sucre, lait, pain, beurre, etc.), l'insuffisance (ou l'absence dans certains cas) de sources de revenus et d'activités suffisamment pourvoyeuses de revenus. Bref, l'effritement général du tissu économique avec une désagrégation continue des secteurs macro-économiques : commerce, industrie, artisanat, élevage, agriculture, etc. à Diourbel.

A ce titre, El A. Diop, chef du quartier de Madinatoul dans la commune de Diourbel explique :

« Dans ce quartier, les gens n'ont plus de quoi manger et cela s'aggrave de jour en jour : c'est ça la pauvreté et rien d'autre. La quasi totalité des personnes qui travaillent ici s'activent dans le commerce qui reste le dernier recours commun à tous. Or, cette activité commerciale se mène par le système du « taba - taba » (débrouillardise) qui consiste pour de petits commerçants à recevoir d'un autre commerçant relativement mieux assis des marchandises à

crédit qu'ils vont revendre au détail avec de maigre bénéfices. Et après remboursement de la valeur marchande prêtée, ces petits commerçants, commencent d'abord par régler les problèmes familiaux surtout l'alimentation du ménage qui engloutit tous les revenus provenant de cette activité. Parfois même, la satisfaction des besoins alimentaires de la famille empêche de recouvrer la dette contractée du créancier qui parfois réagit en intentant une action en justice : cela est même de plus en plus fréquent ici(...)

Ailleurs « les gens ne peuvent plus compter sur les produits agricoles pour se nourrir du fait qu'il abandonnent de plus en plus les cultures. Cet abandon est dû au fait qu'il n'ont plus de semences ni de matériels agricoles mais surtout pas de quoi manger quotidiennement au point que lorsqu'ils reçoivent les semences destinées aux cultures et d'une quantité insignifiante du reste, ils commencent par en tirer leur nourriture quotidienne pour quelque temps mais en tuant en même temps l'activité agricole. »

Encadre n°1

Dés lors, les ménages vivent dans des conditions alimentaires le plus souvent très insatisfaisantes qualitativement parlant autant en zone rural qu'urbaine ménages les plus pauvres se contentent pour l'essentiel d'un repas par jour ou encore pratiquent le « *gobar jaassi* », le fait de réserver une partie du déjeuner pour le dîner »

En zone rurale, il s'y ajoute que la qualité même des quelques mets consommés laisse à désirer, comme en témoigne le cas d'une famille rencontrée au village de Ndiomméne dans l'arrondissement de Ndoulo/département de Diourbel, où le chef de ménage (K.D., 46 ans, cultivateur mareyeur 5 enfants à charge)

nous dit que « souvent, nous sommes obligés pour ne pas mourir de faim de manger du « rakkal » (aliment de bétail à base d'arachide) ».

Dans un cadre plus général, on peut noter l'absence de diversité dans les pratiques alimentaires des acteurs qui se résument quasi exclusivement au riz et au couscous, du poisson séché à défaut du « yabooy ».

Le corollaire de cette situation reste principalement le faible niveau nutritionnel des populations et surtout des enfants qui très souvent développent des pathologies liées à la malnutrition ou en présentent les symptômes.

A ce propos le chef du poste de santé à Mbacké (commune), affirme que les malades pauvres (ceux qui ne peuvent pas payer l'ordonnance dans les 72 heures), qui viennent se consulter sont sous alimentés avec des carences en protéines et en vitamines...

Par conséquent, on note un faible niveau de santé, une fragilité sanitaire essentiellement découlant de cette insuffisance alimentaire.

A.D. chef de ménage au quartier Madinatoul à Diourbel nous dit qu'à ce niveau, il faut faire la différence entre ceux qui « lëkk » et ceux qui « dounde ».

Il explique à cet effet que « étymologiquement, le concept de « lëkk » s'emploie pour les humains et celui de « dounde » pour les animaux et que pour le premier on mange ce qu'on a envie de manger (c'est le cas des gens nantis qui vivent dans le bien être) alors que pour le second cas, on met dans le ventre tout ce qu'on parvient à ramasser ou qui nous tombe entre les mains, pourvu qu'on puisse l'avaler sans risquer d'en mourir.

□ L'eau

En milieu rural, le problème de l'eau reste aujourd'hui le premier et le principal handicap des populations qui dans les grilles de priorisation de leurs besoins font revenir unanimement la question de l'eau en toute première place.

Le problème de l'eau est perçu par l'essentiel des acteurs rencontrés et surtout en milieu rural, comme le principal facteur de vulnérabilité aux répercussions multiples.

Les populations considèrent unanimement et surtout en milieu rural que cette situation est le résultat combiné de trois facteurs principaux.

- Le désengagement des pouvoirs publics (absence ou faiblesse des infrastructures hydraulique, absence de suivi dans la gestion et la rentabilisation des forages en milieu rural, insuffisance des capacités techniques et naturelles de satisfaction des besoins en eau des populations par le réseau d'exploitation hydraulique national).
- Les conditions naturelles défavorables (faible pluviométrie, profondeur de la nappe, assèchement des grands marigots etc.).
- et celle de la faiblesse des revenus des acteurs qui ne parviennent pas à soutenir les coûts qu'ils considèrent élevés en cas d'infrastructure hydraulique payante, de leur accès à l'eau qui « *devrait être disent ils, gratuite parce qu'étant indispensable à la vie autant des hommes que du bétail* ».

Ainsi, le calvaire de l'eau devient pour les acteurs un facteur structurant dès lors qu'il conduit même à une « défiguration » des ménages et une déstructuration du cadre matrimonial. Une femme de ménage déclare :

« nous travaillons à longueur de journée, nous courons derrière la nourriture de la famille et surtout des enfants, nous nous occupons du bétail, et surtout nous nous tuons à trouver de l'eau qui suffit juste à faire la cuisine et à boire. Ainsi le soir, on ne sent très sale mais on n'ose pas se payer le luxe de prendre tout un seau d'eau pour un bain, alors, on v se coucher avec toute le sueur et les saletés accumulées à longueur de journée sur le corps. Une fois au lit, on n'a même pas le goût à l'amour charnel : doo mana seuy ak seu jeukeur ndakh salté bi ngay yèk thi sa yaram ba nga khammé day fassou », même ton mari n'en veut pas, il est souvent dégoûté. »

Encadre n°2

La conséquence première à cette rareté de l'eau reste selon la plupart des populations un niveau d'insalubrité notoire relevée surtout en milieu urbain du fait à ce niveau de la plus grande capacité des ménages à la production de déchets ménagers. Cette insalubrité a également un effet considérable sur la fragilité sanitaire et les conditions médicales des populations.

Egalement, cette équation de l'eau constitue un frein considérable à l'exercice d'activités économiques surtout agricole ou pastorales (impossibilité des cultures maraîchères, transhumance obligatoire pour le bétail lorsqu'il est important...)

En définitive, cet état de fait constitue sinon la première du moins l'une des principales causes de l'exode rural dans la perception des acteurs rencontrés en milieu rural.

Cette migration constitue alors une réponse spontanée aux dures conditions de survie en milieu rural surtout par rapport à l'accès à l'eau imposant par exemple aux acteurs un rythme de vie infernal, en particulier les femmes qui sont ridées et lessivées à faire quotidiennement des kilomètres à la recherche d'une eau qui du reste ne couvre jamais les besoins du ménage des besoins en eau des populations par le réseau d'exploitation

□ L'éducation

Les populations rencontrées considèrent quasi unanimement que leur niveau de vie et leurs moyens ne leur permettant pas de correctement prendre en charge l'éducation surtout scolaire des enfants qui coûtent encore cher.

En effet, en plus de l'insuffisance des infrastructures scolaires (salles de classe, écoles...), les acteurs déplorent aussi leurs difficultés d'accès aux fournitures scolaires du fait que l'Etat n'en donne presque plus aux élèves et qu'il appartient donc aux parents d'en acheter. Cela constitue selon eux une autre charge à côté des dépenses fondamentales pour l'alimentation l'eau, la couverture médicale...

Souvent d'ailleurs, nous affirment nombre de chefs de ménages interrogés et quelques jeunes, les élèves contraints d'abandonner très tôt l'école surtout les filles pour se mouvoir dans des sphères de production.

A titre illustratif, Y.D. une femme de ménage rencontrée à « Gaad Ga », un quartier de Bambey nous dit : « je préfère et je ne suis pas la seule, dès un certain âge (*« bou degeuré touty »*), retirer ma fille de l'école et l'amener quelque part où elle peut travailler comme bonne. Elle a au moins 5 000 F par mois et on peut tous en bénéficier. »

Face à cette situation, on note une faiblesse sérieuse du taux de scolarisation dans cette région du pays qui reste aussi la moins scolarisée au Sénégal.

Evidemment, le corollaire de ce phénomène est l'accentuation du taux de chômage des jeunes et le développement conséquent du secteur informel dans cette zone du pays, où dès le jeune âge, le jeune « baol baol » est contraint à s'activer d'une manière ou d'une autre à travers des revenus, tout moindres soient – ils, pourvu qu'ils puissent venir en appoint aux efforts des parents ou parfois même qu'il puisse complètement prendre en charge le ménage.

□ La santé

Ici transparaît encore un phénomène de marginalisation, d'exclusion, des pouvoirs publics et des responsables de secteurs publics institutionnels ayant des compétences directement ou indirectement dans la conception, l'exécution et la gestion des politiques nationales de santé publique.

D'abord les acteurs déplorent l'insuffisance notoire d'infrastructures sanitaires autant en milieu urbain qu'en zone rurale.

A ce niveau, et comme en témoigne du reste le contexte de notre zone sur le plan de l'équipement et des infrastructures (cf. première partie) l'état actuel des structures sanitaires (publiques et privées confondues) est loin de couvrir la demande des populations et particulièrement en milieu rural.

A ce propos, il existe des villages par exemple qui se plaignent de l'inexistence de la moindre structure sanitaire qui prenne en charge les besoins des populations qui souffrent énormément de leur inaccessibilité à ce type de service.

En milieu rural, l'approche centrée sur les cases de santé connaît des limites. En effet, formés souvent dans le tas, les agents de santé communautaires et les matrones, du fait de leur non possibilité de piquer et de leur autochtonie sont souvent considérés comme un personnel incompetent.

En tout état de cause un constat se dessine, des témoignages recueillis récurrentiellement dans les ménages des santhianes (commune de Mbacké) à Keur Sakoura Badiane (commune de Bambey) ou encore aux villages de Ndioméne (département de Diourbel, communauté rurale de Patar) et de Darou Mbacké (département de Mbacké, C.R. de Ndiomane) en attestent assez éloquemment :

« ici, nous n'avons ni dispensaire, ni même le moindre poste de santé. Pour se soigner, il faut faire des kilomètres pour accéder au poste de santé ou au dispensaire le plus proche dans des conditions de transport difficiles surtout lorsqu'il s'agit de maladies graves ou de cas d'extrême urgence. Parfois, on ne trouve aucun moyen de locomotion pour transporter le malade surtout la nuit et on court dans tous les sens pour trouver ne serait ce qu'une charrette qu'on affrète immédiatement pour conduire délicatement un paludéen fébrile, un enfant en crise, ou même une femme enceinte et déjà en travail (...)

(...) Mais le pire reste qu'une fois arrivée, on est outré par d'abord la mauvaise qualité de l'accueil et/ou des locaux et personnels, ensuite l'in efficience du traitement même que reçoit le malade et enfin pour couronner le tout, l'absence quasi totale et permanente de médicaments pour des ordonnances lourdes et qu'on est soit obligé alors à aller payer très cher à la pharmacie soit à garder sagement quelque part en attendant de trouver de quoi les payer (...) »

Relativement aux catégories émiques, nous pouvons également relever la récurrence surtout en milieu rural mais aussi chez certains acteurs urbains de cette boutade : « *wërgou yaram bou sééré, massa gnoune baadola* ». Pour dire que la cherté de la santé est un facteur foncièrement structurant la pauvreté pour cette catégorie d'acteurs dont les perceptions et représentation du bien être et de la précarité restent tout autant foncièrement déterminées et orientées par le degré d'accessibilité aux services sociaux de base, sanitaires en particulier, entre autres.

C'est en fait la combinaison d'une marginalité institutionnelle et d'une faiblesse criarde des revenus qui fait s'accroître continuellement les souffrances de ces populations au plan sanitaire.

IV- Les points de rupture des acteurs

Les catégories recueillies au niveau des acteurs qu'ils soient en milieu rural ou urbain ont permis d'aboutir à une typologie des points de rupture à l'échelle individuel ou communautaire. Cette grille conduit à quatre critères de typologie à savoir :

1. intensité d'un défi
2. la perte de capacité
3. la disparition du lien fort qui soutenait le ménage ou la personne concernée
4. La calamité

IV.1 L'intensité du défi

Parmi les défis qui du point de vue de leur intensité font basculer les ménages on peut citer :

IV.1.1 La maladie

Assez souvent, la maladie d'un proche (souvent d'un fils ou d'un parent) nécessite la mobilisation non seulement des ressources du ménage mais aussi celles des réseaux relationnels accessibles. C'est cette mobilisation de la quasi totalité des ressources disponibles qui préside au basculement du ménage. Le cas de A.F. rencontré à Gad Ga à Bambey est révélateur de cet effet :

L'année dernière la maladie de ma fille a fait complètement basculé mon ménage et même celui de ma sœur qui jusqu'ici croule sous le poids de la dette. En effet, lorsqu'elle est tombée malade, le médecin chef du district sanitaire de Bambey Docteur N., nous a fait un avertissement consistant à nous signifier que si elle n'est pas soignée elle risque de mourir les jours qui vont suivre. C'est alors que toute la famille s'est mobilisée (mes sœurs, mes frères, ma mère). Aussi, nous avons mobilisés dans un premier temps toutes les ressources financières disponibles. La communauté maure de Bambey a fait aussi un geste chaque homme a donné 250 F CFA et chaque femme 400 F. Mais la somme obtenue n'a pas pu permettre l'hospitalisation de ma fille. C'est alors, que nous avons dans un deuxième temps vendu tout ce qui pouvait avoir un prix marchant et qui était à la disposition du ménage. De plus, ma sœur qui s'est installée est venu l'argent que son marie lui avait donné pour sa dépense mensuelle. D'ailleurs, c'est à cause de cela qu'elle a été répudiée par son mari. Aujourd'hui, elle est encore à la maison. A partir de ces ressources nous avons amené ma fille à l'hôpital de Diourbel. Mais une semaine après le Docteur qui la traitait nous indique que son état dépasse le plateau technique de l'hôpital de Diourbel et il fallait la déplacer vers le Danctec à Dakar. En ce moment, il restait plus rien à l'échelle

domestique. C'est alors que pour la première fois, j'ai mendié à l'intérieur et aux alentours de l'hôpital de Diourbel. Mais la somme obtenue de cette collecte n'a pas pu permettre son transfert. C'est alors que je suis revenu à Bambey et je me suis endetté partout à la possibilité m'est offerte. Avec cela, nous sommes parties à Dakar. Je me retrouvais pas dans cette structure sanitaire où je me connaissais personnes. De plus nous y sommes parties un vendredi matin. Ma famille a été hospitalisée sans soin, le professeur devait l'examiner le mercredi qui suit. Et le lundi matin très tôt, elle est décédée (« da fa nopa lo » (elle s'est reposée)).

Encadre n°

□ **Le niveau élevé des dépendants**

Cette composante concerne beaucoup plus les catégories moyennes vivant en milieu urbain. C'est le cas des fonctionnaires d'une certaine hiérarchie. Ces derniers à causes des individus ou de ménages entiers qui viennent s'agglutiner à leur couple, ménage ou concession finissent par basculer. Aussi deviennent – ils pauvres et vulnérables. C'est le cas de cet instituteur retrouvé à Mbacké et qui, d'un point de vue apparence physique ressemble à une loque humaine avec une chevelure très développée et mal entretenue. Le port vestimentaire se caractérise par un habillement sal et en lambeaux.

Et pourtant retroque – t – il « j'ai mon certificat d'aptitude professionnel et je suis enseignant « plein », je suis sorti de l'Ecole Normale de Bambey. Depuis 16 ans j'enseigne. Au début de ma carrière tout allait bien parce que j'étais jeune et beau. De plus on m'avait affecté loin de mes parents. J'étais à Aéré Lao au Fouta. Chaque mois j'envoyais 40 000 F CFA à mon père et à charge pour lui de se débrouiller. Mais, la plus grosse erreur de ma vie fut ma

demande d'affectation à Mbacké mon père décéda et je n'ai hérité de lui qu'une famille pléthorique. Rien qu'au niveau domestique, je me retrouve avec près de 30 âmes à nourrir, sans compter les voisins et les autres parents. C'est alors que je suis rentré dans le cercle infernal des usuriers. Aujourd'hui je n'ose pas dire le montant de mes dettes. Je n'ose pas rester à la maison la journée même les samedis et les dimanches et j'y reviens tard la nuit. Toutes ces stratégies je les développe non seulement pour fuir mes créanciers mais aussi pour me dérober des nombreuses sollicitation au niveau de la maison.

Encadre n°4

Sous ce rubrique intensité de défi il est possible aussi de citer les personnes dit « *Aawlou* » (gens qui ne mettent au monde que des enfants déficients mentaux ou des morts nés). En effet, généralement ils passent la plus part de leurs temps dans les consultations maraboutiques et migrant de village en village et de région en région pour chasser « l'esprit qui hante » leur progéniture. Ces personnes n'ont souvent pas le temps de mener des activités et le peu de ressources disponible au niveau du ménage est réservé dans les consultatins jusqu'au point où toute la famille bascule dans la précarité la plus absolue.

IV.2 Disparition du lien fort

Sous la rubrique on compte :

- le décès du chef du ménage qui fragilise du même coup tout le ménage. Ce phénomène est transversale et est noté aussi bien en monde urbain qu'en monde rural ;
- le décès du parrain notamment en milieu urbain. Très souvent, les ménages pauvres ont des parrains issus des couches aisées ou moyennes. Ces parrains constituent des relais socio – économiques pour les ménages pauvres

notamment venus en milieu rural. La mort de ce parrain est synonyme de rupture et déconnexion du ménage dans le tissu urbain.

B.D. 69 ans retrouvé à Senzala dans la périphérie exprime cette idée comme

« c'est MB le politicien qui mettait mes enfants à l'école, qui leur cherchait des jugements supplétifs pour des extraits de naissance. D'ailleurs à cause de son amitié qu'il avait tissé avec Dr Diop, ce dernier venait jusque chez moi pour me consulter. Ici, le gens me respectaient parce que mon ami MB était fort. Mais depuis sa mort tout à brusquement changé ici. Le souck qu'il m'avait donné au marché, la mairie l'a récupéré, les enfants qui sont nés après sa mort n'ont pas pu avoir des papiers pour aller à l'école. Aujourd'hui si je suis malade ou un membre de la famille tombe malade, à défaut d'argent on ne pourra pas se soigner. Or au moment où MB vivait on accédait à tous les privilèges de la ville de Bambey quasi gratuitement ».

Encadre n°5

IV.3 Perte de capacité

La dimension perte de capacité intervient lorsque la sève nourricière qui alimentait le ménage n'existe plus ou s'est amenuisé considérablement on peut citer :

- l'infirmité physique qui devient une infirmité sociale. Assez souvent au cours de la vie de l'individu intervient un accident qui fait que ce dernier bascule dans la précarité.

C'est le cas de B.K. 80 ans une vieille Peulhe vivant à Ndiakalack(Diourbel), qui raconte sa vie à partir du moment où elle est devenue manchote.

« Il y a 17 ans, un jour alors que je vaquais à mon occupation (élevage) dans mon village nommé Lulème pampa (à Dahra dans le Djolof), je rencontrais deux hommes que je connaissait très bien en train de se battre. J'allais à leur rencontre afin de les séparer, je dirais aujourd'hui que c'était un risque car les hommes peulh sont très impulsifs et bagarreur. Cependant puisque les gens me respectaient (et me respectent toujours) car Dieu m'a confié des dons et un certain pouvoir (« woon ko alla resndimi »), je minimisais le risque que j'encourais et décidais fermement de les ramener à la maison, ce fût l'erreur de ma vie. Une fois après les avoir séparés et calmé leur esprit, je leur tournais le dos pour rentrer, c'est en ce moment que l'un d'eux armé d'une coupe – coupe (principale arme des peulhs) fit irruption devant moi et me trancha d'un coup sec la main droite. Mes cris alertèrent alors les gens,

je fus transporté à l'hôpital et l'individu en question fut appréhendé pour être emmener à la gendarmerie.

A partir de ce moment ma vie aller complètement changer, mais je dirais qu'après l'accident je m'étais fâché contre Dieu mais en ce moment je continue à le remercier (« mi tikkinami alla eso mida yetta alla »).

L'affaire fut portée devant le tribunal régional mon agresseur fut condamné (ce qui ne n'a pas rendu ma main, on aurait dû le relâcher).

En ce moment même les habitants de mon village s'entretuaient car deux camps s'étaient formés l'un pour venger mon affront, l'autre camp tentait de déculpabiliser l'individu indexé. Sur ces entre faits mon époux me répudia pour sauvegarder son honneur alors je décidais de m'exiler, quitter mon village où j'ai grandi et aimé pour m'installer dans le Baol.

Pendant 7 ans j'ai vécu seule et avec une seule main. Mes voisins

m'aidaient souvent comme pour laver mon linge, ou puiser de l'eau vous savez avoir une seule main fonctionnelle de surcroît la main est plus difficile que d'être sourde ou borgne, car avec une main tout est ralenti. ²

Ma force me lâche de plus en plus (j'ai trimé dur toute ma vie) je deviens un arbre desséché (« nedo so boyi yoorat ») et dépend de plus en plus des autres. En somme je vis dans ces conditions et cela ne sera jamais pour moi l'occasion d'aller mendier plutôt mourir.

Actuellement je suis envahie par les porcs de nos nouveaux voisins des « ndiaago » (mandjack) et ces immondes bêtes ont fait tomber mes « sakket » et ma baraque car ils fouinent le sol. Je me suis plainte auprès de l'imam qui à son tour a avisé les propriétaires sans résultat.

Encadre n°6

D'autres modalités de perte de capacité apparaissent aussi. C'est le cas de :

- personnes victimes du vol de bétail en milieu rural qui représente le système d'épargne dans ladite zone ;
- incident ou calamité naturelle emportant sur son passage les biens meubles ou immeubles du ménage. C'est le cas des averses ou des feux au village ;
- la déflation : ces phénomènes ont été observés notamment dans les villes de Bambey et de Diourbel avec la déflation en masse des travailleurs au CNCRA (Bambey) et à la SEIB (Diourbel) ;
- l'amenuisement du matériel agricole qui rend les non propriétaires de matériel agricole exclus du système d'entraide centré sur le wekko (mettre bout en bout le matériel agricole pour que chaque ménage propriétaire puisse cultiver). En effet, ce système se base sur le constat qu'il est devenu quasi impossible d'avoir un matériel agricole complet. Cela pousse les

acteurs à faire des échanges. Exemple houe contre semoir. Mais ce qui n'ont rien sont d'avance exclus de ce système d'entraide et compte sur le *Ngonte* (repos des propriétaires) qui ne se reposent presque plus ;

V. ROLE DES INSTITUTIONS DANS LA REDUCTION DE LA PAUVRETE

Une vision globale de la région de Diourbel (les départements confondus : Bambey, Diourbel, Mbacké) montre un lien assez faible entre les institutions locales et les populations.

Les opérations relatives au développement sont pour la plupart orientés vers le monde rural comme le souligne le Secrétaire Municipal de la commune de Bambey : « *Dans le cadre de leurs politiques de développement et / ou de lutte contre la pauvreté, bon nombre d'institutions (les ONG surtout) intervenant dans la région de Diourbel, orientent leurs actions vers les populations rurales qui au demeurant présentent à leurs yeux des priorités assez perceptibles en égard à leurs conditions de vie réelles caractérisées par une vulnérabilité notoire et une paupérisation continue* ».

En milieu urbain la vie institutionnelle s'articule autour des structures administratives et d'encadrement de l'Etat d'une part, et des initiatives propres de groupes organisés dans le cadre soit d'une GIE, d'une association de jeunes ou encore d'un groupement féminin, ainsi que les ONG.

Par conséquent il existe un gap assez élevé entre la demande sociale et le niveau ou la capacité de couverture des institutions aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain.

V.1 Le profil des institutions

Les institutions rencontrées sur le terrain de Diourbel, ont en dehors des Municipalités, des préfectures (qui sont un prolongement du pouvoir étatique au niveau local), un profil assez commun (type administratif), dans la mesure où leurs objectifs se recoupent assez souvent.

Ce sont des institutions à vocation sociale qui visent à :

- l'amélioration des conditions de vie des populations
- la réduction de la pauvreté
- l'implication des populations dans le développement communautaire et dans la planification locale.

on peut distinguer 3 types d'institution

1. les programmes gouvernementaux de lutte contre la pauvreté
2. les associations des populations
3. les organisations non gouvernementales.

Ces institutions interviennent soit au niveau des quartiers urbains uniquement soit dans les communautés rurales, ou encore au niveau des 2 zones, avec un degré d'intervention différent néanmoins.

V.1.1 Les programmes gouvernementaux de lutte contre la pauvreté

Il s'agit ici essentiellement des services ministériels décentralisés aux niveaux régional, départemental et communal.

Initialement ces institutions étaient des projets ou des programmes financés en partie par l'Etat lui même et les bailleurs de fonds tels que la BAD, la BM, l'UNICEF, le PNUD... Ayant pris position dans la vie des populations ciblées ils se sont institutionnalisés. Dans ce registre on rencontre :

- a- la Direction de l'Action Sociale
- b- les Centres de Promotion et de Réinsertion Sociale de Mbacké
- c- les Services du développement communautaire
- d- les Centres de nutrition communautaire (PNC)

a) La Direction de l'Action Sociale

C'est un démembrement de l'Actuel ministre du développement social et de la solidarité (ex ministère de la famille, de l'action sociale et de la solidarité nationale) dans le département de Diourbel

Cette institution a « une vocation purement sociale » comme le souligne son directeur Mr Amadou Diallo, ainsi sa vie institutionnelle s'articule autour : de la promotion des personnes handicapées, de la sauvegarde de l'enfance, de la promotion des populations, la prophylaxie sociale.

La sauvegarde de l'enfance

Les agents sociaux de la Direction identifient les Daaras de la place pour leur suivi, et leur apporter du « bien être ».

Afin d'assurer ce volet, l'Action Sociale a eu le soutien financier de l'UNICEF dans le cadre du projet PESPD. Ce dernier avait mis sur pied (de 1992 – 1999) une aide multiforme aux orphelins, mineurs, enfants abandonnés en sommes aux enfants en situation difficile. Deux Daaras furent ciblés en fonction de l'importance de leur taille (en moyenne 300 élèves) : celui de Serigne Mor Mbaye Cissé (quartier Madinatoul) le Daara dénommé « Ndeye Jimim » Ndonlo. D'autres daaras furent aidés sommairement pour améliorer les conditions de vie de ces enfants, les volets : santé, nutrition, habit, hygiène mobilisation socio-économique furent pris en compte. Ainsi, les enfants malades furent soignés, les malnutris de même les locaux furent améliorés en matériaux durs et assainis.

Concrètement le projet a voulu réduire le degré de vulnérabilité de ces enfants qu vivaient dans des conditions très précaires sur tous les plans, afin que les « ndongos » puissent continuer à apprendre sans pour autant aller mendier. A ce niveau il faut dire que la solution apportée fut le projet d'embouche ainsi les

enfants avaient chacun un mouton (offert par l'encadrement) qu'il devait engraisser et le revendre au bout de quelques mois. Ce faisant l'argent gagné servait à assurer les dépenses personnelles ou celles du ménage de l'enfant. A signaler que les « ndongos » sont issus de famille pauvres en général, partant les retombés financiers du projet d'embouche profitaient aussi bien aux enfants qu'aux ménages.

En somme l'UNICEF et la Direction de l'Action Sociale ont voulu faire sortir ces écoles coraniques du cadre précaire dans lequel évoluait les enfants faute de moyens de la part du maître coranique et des parents qui envoyaient leur progéniture.

Mais à ce niveau il faut considérer le problème que rencontre ces genres d'initiative, car la nature, la vocation d'un daara est de forger les élèves d'un tempérament solide avec comme principale base les paroles de Dieu. Pour ce faire les « ndongo » doivent éprouver de la fatigue, en allant par exemple quêmander sa pitance (auto alimentation). C'est cette dimension idéologique que le projet n'a pas pris en compte.

Par conséquent les initiateurs de ce projet en voulant apporter une correction tout en faisant fi de cette donne ont eu un obstacle de taille.

Certains daaras de l'avis de Abdoulaye Bodian (Agent social) ont refusé d'être pris en charge jugeant que cela comme étant en porte à faux avec les préceptes religieux et à l'essence même du Dara.

Toutefois un effet positif peut être noté . Il y a eu une nette amélioration des conditions des daaras ciblés surtout celui de « Ndeyi Jirim » (la mère de l'orphelin) qui après le départ du projet est resté très actif concernant l'embouche, le « set setal » (nettoyage) régulier. D'ailleurs il y a un comité de soutien créé par l'amicale des femmes secrétaires et celles des enseignantes qui aide (le comité) le daara à se prendre en charge carrément. Il existe aussi un

centre de couture où des jeunes filles sont formées et payante de 1 500 F / mois la monitrice qui les encadre .

La promotion des personnes handicapées

Cette catégorie de la population est considérée comme étant une couche très vulnérable en raison de leur infirmité qui est très souvent un facteur excluant et marginalisant.

Ainsi la direction de l'Action Sociale décide d'identifier des filières de réinsertion sociales grâce auxquelles les projets et les ONG peuvent orienter leurs actions.

Concrètement la DAS encadre les personnes handicapées notamment les handicapés moteurs et visuels en constituant leur demande d'aide. Ensuite la DAS fait des médiations au niveau des ONG et des collectivités locales pour obtenir des financements ou du matériel.

A ce propos la fédération des organisations non gouvernementales du Sénégal (FONGS) a une fois offert 9 voiturettes aux handicapés moteur. La dotation s'est opérée selon le niveau de vulnérabilité des demandeurs.

La promotion des autres couches de la population.

Ici également, il s'agit d'identifier des filières de promotion individuelle et de groupe. En effet tout est parti des demandes individuelles d'aide (« *ñaan ndimbal* ») quotidiennes surtout de la part des femmes veuves et chef de ménage, comme le souligne Monsieur Bodian : « chaque jour des femmes venaient solliciter une aide quelconque, administrativement c'était lourd, car il fallait constituer un dossier pour chaque demande. Dans ce cas les agents descendent sur le terrain visitent le ménage de la concernée (c'est valable pour les handicapés) et apprécient les conditions d'existence de cette dernière. Ensuite il fallait faire le rapport , bref la procédure était lente alors la personne

qui sollicitait l'aide avait des problèmes d'existence, alors que la vie ne fixe pas de délais.

Alors la DAS décida de regrouper les individus pour les aider de manière collective tout en gérant un dossier collectif.

Ainsi 2 groupements de femmes veuves ont vu le jour et on obtenu des crédits que ces dernières utilisent à leur guise.

Cependant, ces femmes ne partageaient pas le terroir social devant évoluer dans une sorte de greffe créée par toute pièce par les agents de la DAS. Toutefois l'expérience a permis à cette catégorie de vivre sans avoir toujours besoin d'aller demander de l'aide à quiconque, elles développent des stratégies, des activités génératrices de revenus, d'après la DAS.

A défaut d'entrer en contact avec ces femmes le président de l'association des handicapés visuels (Amitié) section de Diourbel, Monsieur Cheikh Seck A2T2 rencontré. Ce dernier était passé à la direction avec une jeune fille pour rendre compte à l'agent de l'évolution du prêt d'un montant de 400.000 F qu'il partage entre les membres de l'association ou d'un autre individu qui a besoin de crédit. Et c'est là où se dégage l'ampleur et la relativité de la pauvreté, car nous sommes là devant un cas en la personne de la jeune fille non handicapée, qui passe pour un aveugle pour obtenir une aide financière de 10.000F afin de régler ses besoins.

Prophylaxie sociale

La DAS dispose en partie de données relatives aux fléaux sociaux comme le SIDA, la Tuberculose.

De plus cette institution vise la réinsertion des victimes de ces fléaux qui gangrènent la société, mais ce volet n'a jamais été effectif en raison de facteurs principaux :

- le manque de moyens matériels et financiers . A ce niveau, l'agent social explique : *« nous avons comme objectif de rechercher les tuberculeux perdus de vue et qui constituent un risque de contagion pour les autres afin de les remettre aux structures sanitaires pour les dépister et les soigner. Cependant c'était à ces dernières de nous fournir des voitures pour aller sur le terrain, ce qui ne fut pas le cas, arguant le manque de moyens mobiliers, or c'était là notre perception de la lutte contre la tuberculose qui est très présente dans la zone »*.

On peut constater dans ces propos qu'il existe un réel problème de prise en charge de ces individus vulnérables à cause de leur maladie (tuberculeux et personnes vivant avec le VIH) et qui demeurent des cas sociaux car n'ayant pas de quoi se soigner, constituent ainsi des exclus sociaux, des déclassés sociaux au même titre que les sinistrés après un incendie ou une inondation ...

Il se pose également ici le problème de l'incohérence des politiques de réduction de la pauvreté et du développement dans la mesure où il y a des besoins qu'une seule institution ne peut prendre en charge car ces besoins relèvent également du domaine de compétence d'une autre institution : c'est le cas de l'exemple mentionné précédemment et dans lequel si une synergie d'actions et de moyens avait été opérée par le Ministère de la Famille de l'action sociale et de la solidarité nationale de l'époque et le ministère de la santé, la prise en charge de ces malades serait effective. Monsieur Bodian souligne à juste d'ailleurs que : *« l'incohérence commence au moment où l'Etat a procédé à la scission du Ministère dénommée alors Ministère de la santé et de l'Action sociale »*.

En somme telle est l'ambition de cette institution dans sa croisade contre la pauvreté et selon la direction un grand pas a été effectué au regard des indicateurs que donne le tableau de bord de l'ADS dont voici quelqu'un.

- Nombre de consultations : 453 dossiers pour l'année 2000 contre 486

pour l'année 1999. A ce niveau les adresses révèlent que les pauvres (les demandeurs) proviennent en majorité du quartier périphériques de Ndayane, de champs de course, de Grand Diourbel (sous quartier de Thierno Kandji).

- Dossiers satisfaits : année 2000 = 70%, contre 88% en 1999.
- Cas sociaux reçus pour 100 habitants : 39% en 2000

Concrètement les actions de ces types d'institution dépendent des moyens mobilisables pour satisfaire la forte demande sociale, or ces moyens l'Etat ne peut pas les mobiliser et compte sur d'autres partenaires au développement. Par conséquent la faiblesse institutionnelle majeure s'identifie au manque de moyen, partant constitue un obstacle dans les stratégie de réduction de la pauvreté. *

b) Le centre de promotion et de réinsertion sociale de Mbacké (CPRS)

Cette institution est sous le tutelle de l'actuel ministère du développement social et peut être considéré le prolongement de la première institution pré-mentionnée. Elle poursuit la vocation sociale tantôt décrite mais au niveau du département de Mbacké.

En effet le CPRS a également travaillé avec l'appui de l'UNICEF dans la réhabilitation des talibés grâce aux intrants fournis à 3 daaras de 1998 à 1999.

1. Daara Elhadji NDIAYE (Mbacké Khéwar)
2. Daara Elhadji Ibrahima DIA (Darou Saloum)
3. Daara Mame Mor Mbacké (Ndane)

Le programme a été suspendu par l'UNICEF (la nouvelle direction) qui souhaitait faire une étude bilan avant d'envisager la continuation ou la suspension définitive du programme. A ce niveau il faut constater c'est

apparemment une suspension définitive dans la mesure où depuis 1999, les activités sont gelées.

Par ailleurs le centre à l'instar de l'ADS de Diourbel s'active dans le micro-crédit pour les personnes handicapées âgées, veuves, regroupées dans des associations. Ainsi entre 2000 et 2001 le CPRS a eu à travailler avec 1500 personnes, y compris les élèves du centre de couture qui se trouve dans le CPRS même.

Il faut dire que dans le cadre de la promotion et de la réinsertion sociale, il faut nécessairement un fonds qui doit être à la portée des agents de service, à défaut il doit exister une coopération avec d'autres partenaires tels que les ONG.

Tout Mbacké a une réputation de ville aisée et maraboutique, religieuse, par conséquent cette vision a une revers que paie cher les populations qui en dernière analyse sont pauvres.

A ce propos Monsieur Boubacar SAGNA le Directeur du centre explique « il y a une absence notoire d'ONG qui interviennent à Mbacké et qui a trait avec l'emprise et la prégnance de la religion et du pouvoir maraboutique sur la vie des populations. Depuis 7 ans que je suis là, rien n'a bougé les gens ne sont pas motivés à nous financer considérant l'aisance du nombre important de marabout et surtout des « Modou-Modou ». En réalité, cette couche de privilégiés ne ressent pas les offres d'une pauvreté qui en dernière instance gangrènent le vécu quotidien des populations.

Au regard de ces propos, il est aisé de comprendre la déconnexion institutionnelle des populations du département de Mbacké et surtout de communautés rurales telles que Kaël qui devient petit à petit une localité fantôme (dépeuplement des pauvres).

Le pouvoir spirituel hypothèque le pouvoir temporel, portant les populations sont ballottées entre les deux entités et sont même plus proches du spirituel

comme l'explique la ruée vers Touba considéré comme un lien de « Xewël » ou de prospérité sur un plan beaucoup plus spirituel que matériel.

Toutefois la réalité montre toujours la massification de la pauvreté à cause d'un îlot de richesse, et dans cette pauvreté les personnes handicapées restent selon le Directeur de ce centre une priorité. A ce titre, il a réalisé une étude en mai 2000 qui a recensé systématiquement les handicapés au niveau du département, en vue de faire des propositions concrètes pour leur promotion et leur réinsertion sociale. Ils se sont rendus compte que pour aider ces marginaux il leur faut un programme spécial et exclusif de toute autre catégorie sociale, dont voici les axes majeurs.....

Situation sociale des personnes handicapées

- Les personnes handicapées présentent des problèmes sociaux spécifiques qui découlent de leur état de santé précaire et de tout un ensemble de préjugés dont elles sont victimes et qui leur enlèvent toute égalité de chance par rapport au statut social et au cadre de vie.
- Dans les domaines de l'éducation, de la formation, et de l'emploi, les personnes handicapées de ne sont pas partie prenante, parce que tout simplement elles sont frappées d'exclusion sociale.
- Les structures mises en place en vue d'une meilleure prise en charge de leurs problèmes et de leurs préoccupations sont loin de pouvoir répondre à leurs attentes. Les moyens dont elles disposent pour y faire face sont très limités, voire insignifiantes.
- Difficultés d'accès aux services sociaux de base (Education, formation, santé, logement,...)
- Absence d'une structure de concertation et de réflexion entre les différentes catégories d'handicap organisées ;
- Accentuation de leur état de pauvreté ;

- ❑ Absence de structures de crédit ou de banque pour développer ou réaliser des activités génératrices de revenus,
- ❑ Faible taux de couverture (- 12 %) en matière d'appareillage orthopédique (béquilles, fauteuils roulants, cannes) ,
- ❑ Précarité des conditions de vie des personnes handicapées

Stratégies de mise en oeuvre du programme

- **Stratégie 1** : appui à la construction d'un centre ou d'une maison communautaire pour personnes handicapées comportant en son sein des sections de formation dans les domaines de la couture, de la reliure, du commerce, de la teinture, de la coiffure pour femmes, d'atelier de réparation d'appareils orthopédiques (béquilles, cannes, chaises roulantes).
- **Stratégie 2** : soutien à la mise sur pied d'une boulangerie afin de résorber partiellement le chômage endémique des personnes handicapées.
- **Stratégie 3** : soutien à la mise en place d'une structure de crédit, de banque ou de caisse – prêt destinée à financer les micro – projets ou réalisations individuels ou collectifs au profit des handicapés membres d'association ou regroupements
- **Stratégie 4** : mise en place de filets de sécurité pour une prise en charge efficace des populations handicapées et de leur réinsertion sociale.
- **Stratégie 5** : élaboration et mise en oeuvre d'un programme d'alphabétisation fonctionnelle au profit des hommes et des femmes handicapés loco – moteurs, hanséniens, albino afin de les préparer de manière efficace à leur future fonction d'agents de développement.

- **Stratégie 6** : appui financier et logistique en vue d'un recensement exhaustif de toutes les personnes victimes de maladies handicapantes ou invalidantes dans tout le Département.
- **Stratégie 7** : assistance en médicaments essentiels de première nécessité surtout en période hivernale où le paludisme sévit et fait beaucoup de victimes.

c- Le projet de nutrition communautaire (PNC)

C'est un projet qui entre dans le cadre du vaste programme national de lutte contre la malnutrition (qui est un indicateur de pauvreté) initié au lendemain de la dévaluation.

Aussi ce projet qui était un programme à ses début s'est institutionnalisé un peut partout à travers le pays.

Le PNC a deux principaux objectifs qui sont très complémentaires :

- 1- contribuer à la lutte contre la pauvreté
- 2- l'éducation nutritionnelle aux femmes pour un changement de comportement.

A Bambey où nous avons rencontré le PNC plusieurs actions sont menées grâce à 3 volets. L'équipe chargée d'assurer le fonctionnement est composée d'un coordonnateur, d'un agent IEC, d'un agent de pesée et d'un agent de stock.

Avant d'entrer dans le détail des activités il faut dire que c'est la seule structure qui est assez proche des populations surtout urbaines, car elle est décentralisée en 4 centres implantés au cœur des quartiers et un seul à Bambey sérère (communauté rurale de Ngoye).

Ainsi 3 volets structurent les rapports entre l'institution et les populations cible en particulier les enfants et les femmes.

Volet d'IEC

« si tu m'aides sans moi, tu m'aides contre moi »

L'Information, l'Education, et la Communication est une stratégie participative grâce à laquelle l'agent IEC sensibilise les femmes une fois par semaine sur des thèmes précis et qui ont trait à l'économie familiale, à la santé et à l'hygiène et à la prévention surtout. Ainsi des thèmes comme le paludisme, la diarrhée, l'anémie, le planning familial sont débattus, à ce niveau il est aisé de constater que ces modules sont spécifiques et traduisent des réalités qu'on trouve le plus souvent chez les couches de population pauvres par ailleurs d'après Kader Ndiaye l'agent de stock et agent I.E.C. à l'occasion parle : « d'une forte adhésion des femmes » en d'autres les populations sont enthousiastes devant ces types de programmes qui leur permettent d'apprendre et d'ajuster leur pratique.

Volet sécurité alimentaire

Il s'agit ici d'un volet ambivalent qui concerne la mère et l'enfant en effet les bénéficiaires ou les femmes enceintes de 6 mois sont approvisionnées en « sunguf » ou farine de céréales locales (mil, maïs, niébé) enrichis en sels minéraux et oligo – aliments. En prenant cet aliment pendant quelques mois (6 mois) la mère qui avait des carences nutritionnelles s'enrichit et après la naissance de son enfant son lait est enrichi également, donc renforce l'alimentation de l'enfant.

Toujours dans ce registre, le PNC enregistrait à ses début entre 250 et 400 enfants malnutris, actuellement le taux tourne autour de 80 malnutris. Cela correspond sûrement à un impact positif dans la mesure où la courbe de la malnutrition décrois considérable.

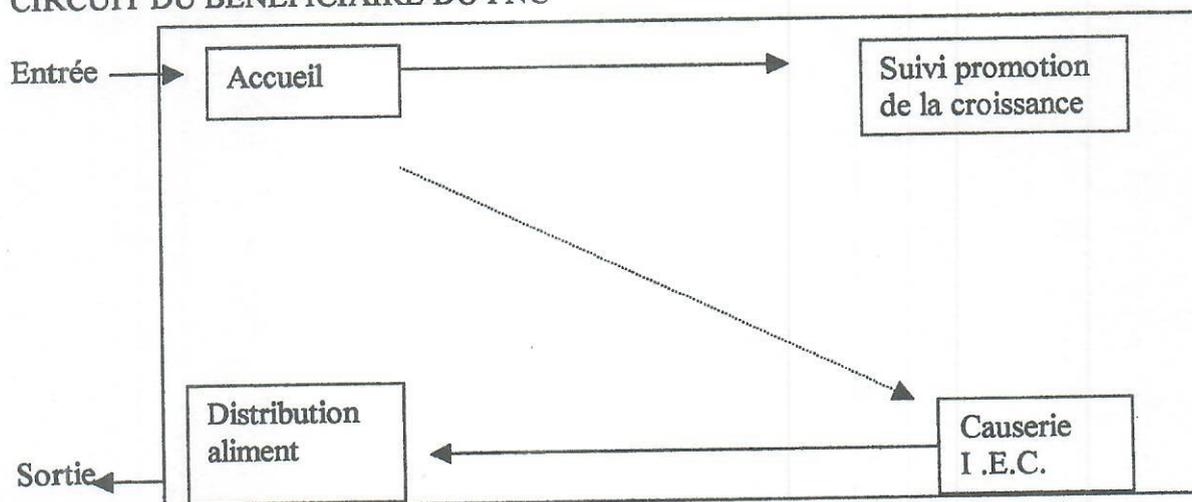
Autre impact notoire, c'est la promotion des céréales locales d'une part pour leur richesse en valeur nutritionnelle, de l'autre pour leur utilisation et leur confection en produits finis.

Volet hydraulique

Ce dernier volet est une innovation dans l'approche des PNC, mais la caractéristique de Bambey qui est l'un des départements les plus pauvres fait que ce volet soit très important dans une localité où l'eau est une denrée très précieuse car rare.

En égard à cela le PNC en collaboration avec le SDE a opéré des adductions d'eau grâce aux bornes fontaines implantées à Wakhadian (1 borne) quartier assez pauvre et 12 bornes à Bambey sérére. Ce faisant l'accès à l'eau potable devient moins difficile même si au demeurant le problème toujours car à Gadaga (zone très pauvre du quartier urbain de Wakhaldiam) les populations se plaignent toujours de la pénurie d'eau car seule une partie possèdent de l'eau courante (robinet) chez elle. L'agent retrouvé sur place déplore la non consultation des agents de la base pour des réalisations concernant leur localité . C'est cas par exemple de l'équipement en bornes fontaine.

Schéma 2 :
CIRCUIT DU BENEFICIAIRE DU PNC



-----> Circuit mère seule
-----> Circuit mère et enfant bénéficiaire de l'aliment

En dernière instance ce type d'institution apparaît comme une institution importante dans la vie des populations pauvres quoique sa faiblesse reste liée

également aux moyens financiers et « la monotonie des activités et mêmes des produits nutritionnels proposés » comme le souligne à juste titre l'agent de stock du PNC de Bambey

V.1.2 Les institutions locales

Les populations qui vivent la réalité des dures conditions de travail et de vie s'organisent en conséquence afin de faire face à toute forme de précarité, de vulnérabilité. D'un autre côté ces organisations contribuent à leur propre développement partant au développement de leur communauté.

Par ailleurs ces institutions il faut le dire s'appuient au départ nécessairement aux institutions gouvernementales telles que le Service du Développement Communautaire ou celles précédemment citées ou encore et surtout aux institutions internationales (UNICEF, PNUD et enfin aux ONG.

Dans ce registre il s'agit essentiellement des Associations paysannes des associations de jeunes de personnes âgées, de femmes. Celles – ci sont pour la plupart des Groupements d'intérêts Economiques (G.I.E.) des réseaux de groupements de promotion féminine (GPF).

Ce phénomène est devenu transversal à la société toute entière autrement dit qu'on soit en ville ou en zone rurale on retrouve ces entités qui regroupent le plus souvent les catégories socio – professionnelles plus ou moins démunies.

Dans ce registre on a eu à rencontrer les GPF qui connaissent un développement fulgurant.. On est également entré en contact avec l'Union Régionale des Associations Paysannes de Diourbel (URAPD). Du côté des jeunes il y a la Coordination des Associations des Jeunes de Bambey (CAJEB) en ville et l'Association des Jeunes de Sambe (Communauté rurale de Patar Diourbel).

Les groupements de promotion féminine

Les multiples problèmes sociaux et économiques auxquels sont confrontés les populations se sont aiguisés du fait de la grave crise économique accentuée par les politiques d'ajustement structurel (PAS). Cette situation de conjoncture a accru la pauvreté (« le bol de la pauvreté s'élargit »), le chômage, la recomposition des ménages et des relations de genre. Elle a dans le même temps cristallisé les énergies des acteurs notamment celles des femmes pour le maintien des conditions minima d'existence.

Les conditions de vie de la gent féminine aussi bien urbaine que rurale prennent place dans un contexte où la notion de « féminisation » de la pauvreté se pose avec acuité.

En d'autres termes la majorité des femmes sont sans sources de revenus régulier au cas où elles en ont ces revenus sont dérisoires. Or leurs besoins restent dans l'état de non satisfaction dans un contexte où leur responsabilité sont accrues par des facteurs structurels tels que le chômage des hommes (premiers pourvoyeurs de revenus) en milieu urbain surtout la baisse de la production agricole en milieu rural. Ces facteurs obligent les femmes à multiplier des activités génératrices de revenus surtout pour celles qu'on appelle les « nouveaux chefs de ménage ».

C'est dans ce contexte que les groupements féminins prennent toute leur importance dans la vie des femmes.

Les GPF urbains

Avant d'entrer dans les détails de la vie institutionnelle des GPF, il convient de souligner que c'est le service du Développement Communautaire qui en amont entretient des liens forts avec les GPF notamment avec les Fédérations (Régionale, départementale) des GPF.

Dans le département de Diourbel n le chef de service, Monsieur Serigne Touba Diaw affirme que « les programmes entrent dans le cadre de la réduction de la

pauvreté » notamment :

- l'appui institutionnel : les 200 CPF (15 000 femmes) que regroupe la Fédération départementale ont été appuyés en leur octroyant le statut juridique de GIE qui leur permet de négocier avec autonomie avec les institutions.
- le programme IEC, formation en gestion de compte épargne, alphabétisation fonctionnelle ;
- recherche de financement avec des partenaires comme les banques (CNCAS), les mutuelles (ACEP). A ce niveau Mr Diaw déplore le « partenariat très faible avec les organismes de lutte contre la pauvreté, car à Diourbel les gens sont pauvres « ken tanewul sa morom, il y a un nivellement de la pauvreté dans tous les quartiers, en plus des poches qui sont endémiques c'est l'exemple des quartiers périphériques. »

Eu égard à cela, il y a un engouement des femmes à s'organiser dans des GPF afin de bénéficier des retombées financières et matérielles car l'union fait la force comme le disent en chœur les femmes rencontrées (« *mboolo mooy doolé* ») au niveau des groupements. Tous les GPF rencontrés dans les quartiers urbains pauvres partagent une principale activité économique : le commerce car celui offre des raccourcis en terme de génération de revenus. De plus c'est l'activité (« *dieunde ak diay* » comme l'appelle ces femmes) qui ne nécessite pas de formation convient parfaitement à la majorité d'entre elles qui n'ont reçu aucune formation ou apprentissage au préalable.

Ainsi les GPF : Jubelle Ndiakalack, Takku liggey (Ndayane) Sakh mi (Madinatoul), les plus organisés font du commerce, seul Jubelle Ndiakalack fait de l'embouche en plus.

Il existe également des Mbootaay dans les quartiers dont les membres font du commerce et qui aspirent à se formaliser (obtention du statut de GIE. C'est l'exemple du « Mbootaay » de Keur Sakoura Badiane (quartier pauvre de la

présente des cas d'expérience de réussite qui méritent d'être signalés. Concrètement les réponses apportées par ces institutions dans la lutte contre la pauvreté sont :

- l'accès à l'eau : pompe, forage de puits, adduction d'eau ;
- l'accès au crédit : crédits semences, crédit simple (le point commun de la presque totalité des ONG) ;
- l'éducation (parrainage des enfants) et alphabétisation des femmes
- organisation des communautés : pour le renforcement des capacités locales. Il s'agit notamment des comités villageois de développement (C.V.D.) qui regroupe l'ensemble des villageois et les comités intervillageois de développement (CIVD) qui regroupent des villages d'une communauté rurale.

A ce niveau on peut dire que ce sont des constructions faites par l'institution qui est un élément extérieur au tissu social de la communauté concernée. Le CVD constituent donc des recompositions déjà existantes avec lesquelles les intervenants extérieurs entre en contact mais certaines populations ne se retrouvent dans ce schéma et le jugent de « coquille vide ».

V.2 L'ADP THIAPY : Une expérience réussie

L'ADP (Areal Development Programm) Thiapy est un démembrement de World Vision Sénégal à Bambey à l'instar de ADP Kaffrine, Vélingara et tout dernière à Kolda.

Ainsi l'ADP Thiapy a un bail de 15 ans pour réduire la pauvreté endémique en se focalisant surtout sur l'accès aux services sociaux de base surtout l'eau potable.

Les actions réalisées sont bénéfiques pour toute la population mais un accent particulier est mis sur l'enfant car W. V. reconnaît « l'enfant un don de Dieu et

qu'il a droit divin à la protection » c'est pour cela que l'enfant est au centre e toutes ses activités, en outre la protection de l'enfant passe par la protection de la mère.

C'est dans cette dynamique que Daniel Yanon le manager de l'institution dit en substance ceci : « En conjuguant les énergies, en conscientisant les populations que la pauvreté n'est pas une malédiction (y en a qui le croit) donc elles doivent la refuser et aller vers ceux qui veulent les aider, qu'on pourra l'éradiquer. La communauté est elle même une source de financement, car les populations qui la composent sont des ressources humaines ».

Les activités réalisées entre Activités réalisées entre Octobre 2000 et Mars 2001 sont :

Résultat 1 : Amélioration et développement des micro-entreprises (activités génératrices de revenus), avec les banques villageoises (3 banques villageoises déjà financée avec un système de fonctionnement par cycle (1.956.650 FCFA) ; du crédit Revolving 5 GPF de 416 membres ont été financés = 1.300.000 F CFA)

Villages concernés

Réfane / Bkey Sérère / Séo / Ngagoune / Ndiane / Ndakalak / Niayène / Sango
Toubé

Résultats 2 : Sécurité alimentaire

Amélioration du niveau de sécurité alimentaire des populations par l'augmentation de la productivité agricole et une meilleure gestion des récoltes et des ressources naturelles.

- 2 banques céréalière ont été installées l'une à Keur Seck, l'autre à Diane
= 1.540.000 F CFA ,la contribution communautaire a été de 200.000 F ()

- Visite d'échange à a ferme de Sambé (projet FAO) de Diourbel...
- L'ADP entend mettre en place un programme d'amélioration des poules locales par l'introduction des coqs de race bleues hollandais, qui multipliés dans les couvoirs de SEDINA s'adaptent parfaitement aux climats sahéliens.

Résultat 3 : Hydrauliques

Amélioration de la disponibilité et l'accès à l'eau potable des populations de l'ADP :

- les besoins en eau des villages ci-après ont été couverts :
- Seo-village
- Ecole de Seo
- Quartier Keur Gueith
- Village de Nguith

Coût du projet : 2.603.500 F CFA

(la participation communautaire a été très forte en terme de travail de fouille sur une distance de 1 500km.

- 3 compteurs d'eau ont été posés pour aider les populations à bien gérer l'eau.
- 1 gérant a été formé et installé pas le comité de gestion forage de Gath
- actions hydrauliques en cours :
- levées topographiques
- suivi et évaluation
- termes de références

Résultats 4 : Santé hygiène et assainissement :

amélioration de l'état de santé des enfants et des femmes en âge de procréer en réduisant les taux de mortalité et de morbidité et promouvoir l'hygiène et

l'assainissement à travers des techniques d'I.C.E. pour les populations de l'ADP.

- Appui aux cases et postes de santé (1. 044. 240 F CFA, campagne nombre de vaccination contre la Polio = District sanitaire de Bambey / World Vision
- Un grand lot de médicaments aux portes de santé de
 - Bambey Sérère
 - Ngogom
 - Réfane
 - Ndakalak
- case de santé
- a Séo pour polariser (Ngith, Ngoth1 et 2, Toubé) soit 1.000 habitants
- latrines ;
- 31 latrines sont creusées et sont fonctionnelles à Bambey Sérère,
- poursuite du programme dans les autres villages

Résultats 5 : Education et alphabétisation

Amélioration des conditions d'étude dans les écoles de l'ADP par l'appui en fournitures, équipement et infrastructures scolaires.

- fournitures scolaires : 3 écoles élémentaires ont été fortement appuyées en fourniture scolaire = 1.831.830 F CFA
- école des portes de Bambey Sérère
- école de Ngassou
- école de Séo
- Réfection classe

Appui de 920.000 F CFA à l'Assemblée des Parents d'élèves de Séo

- Approvisionnement en eau

Adductions d'eau à Ngoth et Nguith (école) où le manque d'eau est devenu un

mauvais souvenir depuis fin février

Coût : 2.600.000 F CFA

- Clôture de l'école Appel d'offre déjà lancé (Séo)

Coût 6.000.000 F CFA

- 1 cantine scolaire en cours d'ouvert == quelques jours à Séo et Ngassou
500.000 F CFA 475.000 F

Alphabétisation

Promotion des langues : lutte contre l'analphabétisme : ouverture des classes d'alphabétisation fonctionnelle avec un effectif moyen de 30 fûs / classe

- Parrainage :

Maintenir le conditionnement financier des parrains et marraines des 1.500 enfants durant l'année fiscale 2001

- Gestion des C.I.P
- Gestion des courriers
- Suivi des enfants malades (16.418 F CFA)
- Formation (ASC : lotus + droits de l'enfants + décentralisation du S D à Kaolack)

- Renforcement des capacités communautaires

Dans la perspective du renforcement des capacités du personnel l'ADP a mis en place un plan de formation qu'a été totalement exécuté du moins pour le 1^{er} semestre.

VI – STRATEGIES SOCIO – ECONOMIQUES DES PAUVRES ET DES AUTRES COUCHES SOCIALES

De ce qui précède, il appartient recurrent que le phénomène de pauvreté est cumulative aussi bien en milieu rurale qu'en milieu urbain de la région de Diourbel. Que l'on sait, de l'un ou de l'autre des pôles, on note que ces populations développent des stratégies tantôt défensive tantôt offensive en vue de maintenir un certain niveau de vie dans un contexte de péjoration économique.

VI.1 Stratégies d'ajustement en milieu rural

VI.1.1 Alimentation

Au point de vue alimentaire la stratégie la plus courante est centrée sur le « Tadjj ». En effet, désormais ce qui importe chez le ménage les plus pauvres, ce qui importe c'est moins la qualité des repas que la possibilité d'avoir quelque chose à présenter à l'heure du repas. Le mot « tadjj » qui signifie poser en français évoque ce souci pour le ménage d'être en mesure de pouvoir pérenniser l'alimentation de ses membres.

Chez ces ménages pauvres, on constate qu'il n'existe pas véritablement une variation du régime alimentaire. L'on remarque très souvent que dans ces ménages le « laax » (aliment à base de mil) constitue + de 90 % des repas toutes périodes confondues.

Toutefois, si dans certains ménages on se contente de « poser » d'autres centrent leurs stratégies sur « djieggi » que d'autres appellent « bourlé ». Cette notion indique l'action de différer un repas pour en laisser un autre. En effet, au niveau des ménages pauvres, certains faute de pouvoir proposer tous les repas aux membres, le repas de midi est différé jusqu'aux environs de 16 heures. La logique qui sous-tend cette stratégie est que si au niveau de l'unité de consommation domestique, les membres prennent le repas à 16 heures, la

possibilité d'avoir faim la nuit est diminué voire anéantie chez certaines personnes.

Par conséquent, le dîner n'est pas préparé. Toutefois pour accompagner cette stratégie, des pratiques alimentaires qui étaient restées jusqu'ici urbaines gagnent le monde rural. En effet, dans plusieurs villages des aliments tels que le « fondé » sont vendus notamment la nuit et les matinées jusqu'à 12 heures environs.

K.N., veuve, vendeuse de Fondé a souligné à ce propos que : « depuis que mon mari est décédée, ma fille qui était lingère à Dakar est revenue au village ayant constaté qu'au niveau des ménages, les gens ne cuisinent presque plus, elle a décidé de se lancer à la vente du fondé. J'avoue au début j'étais contre son idée parce qu'au village on cuisinait ce genre de repas pour les consommer après en invitant quelques fois le voisin. Au début les gens se cachaient quand ils achetaient. Ils ne se ravitaillaient presque que la nuit.

Mais aujourd'hui même les chefs de ménages achète même le jour. Il y 'en a même qui prennent en crédit jusqu'à des lendemains meilleurs. Avec « coocke » (environ 12 cuillère), on peut se régaler à 50 F CFA.

Si, au niveau des couches pauvres on se contente de tathie, de burlé et quelques fois de privation, chez les personnes de la couche moyenne, la stratégie la plus courante est le « barricadage ». En effet, cette couche relativement faible (en terme de nombre de ménage) par rapport aux couches pauvres, préfèrent assez souvent de se montrer pauvres devant les sollicitations multiples et notamment alimentaires des pauvres. « *Kou dimbala, jourom Ñeeti ndool fiukel léné* » « qui aide 9 pauvres en sera le 10^{ème} dira A.M., un marabout retrouvé à Sam Mbacké ». En effet, pour ce marabout qui vit des dont « Hadya » des disciples qui viennent très souvent du milieu urbain « Auparavant, je répondais à toutes les sollicitations des habitants du village qui sont pour la plus part pauvres. Et, la presque totalité des sollicitations étaient de type alimentaires. Aussi m'arrivait-il

d'épuiser un sac de riz de 100 kg en deux jours. Les jours qui suivèrent je me retrouve dans la même situation que ces gens. Depuis lors, j'amène mon ravitaillement la nuit et je garde mes sacs de riz dans une chambre inaccessible aux étrangers. Je me comporte comme eux. Au niveau du « Diatty » (place public des hommes), quand les chefs de ménages se lamentent des problèmes alimentaires de leurs domestiques, je me lamente comme eux ». Aujourd'hui ajoute ce chef religieux « *kou talta yout dou wothiou* » (celui qui n'a pas le force de baver n'en a pas pour dégueuler).

Comme stratégie d'ajustement à la pauvreté, on note aussi un recours à l'alimentation de type animale telle que le « racal » à la place de l'arachide pour agrémenter les sauces.

VI.1.2 La santé

La composante est l'une ou les stratégies des acteurs sont plus affinées. En effet, de plus en plus les « louma » remplacent les pharmacies et les tradipraticiens remplacent les médecins. Aussi, à l'échelle micro – local, l'ingénierie médicale endogène a permis de taper les médicaments en fonction des pathologies les plus couramment rencontrées. Par exemple pour les douleurs musculaires, c'est « chinois », « mousmi », ou « gaïndé » pour les céphalées ce sont les aspirines qui sont utilisés. EN somme, la stratégie qui sou tend l'ensemble de ces pratiques est centré sur la pondération de la cherté du canal (déplacement ; ticket, ordonnance) des structures sanitaires.

Au niveau des couches pauvres ce sont les stratégies d'auto médication qui sont les plus utilisées. En effet, pour cette frange de la population, le niveau de vie rime à la gratuité des médicaments. Aussi, à partir de l'environnement immédiat, on tire la plante (encore feuille, racine) permettant de guérir le mal.

Une telle stratégie, contrairement à celle liée sur la pondération, milite en faveur d'une gratuité des médicaments parce que sentant mal outillée pour accéder à ce

type de service ». Cette idée, est centrale dans les propos de S.D.N., rencontré à Douye Sougou qui souligne : « *Diébaané sa bopp wè sou woul, wouti ordonnance boo manoul dieund* » (la meilleure manière de s'auto dégrader est l'acquisition d'une ordonnance qu'on ne peut pas acheter).

C'est au niveau des couches très pauvres qui correspond au « *waskhina* » qu'on retrouve les grands malades de type « retraités médicaux ». « Les retraités médicaux » traînent avec une maladie souvent longue et qui nécessite une mobilisation de fonds non négligeables pour la médication. Aussi, devant l'impossibilité absolue de mobilisation de ces fonds, le *waskhina* grand malade (tuberculose, goitre, cataracte...) développe des stratégies à courte portée centrée par la résignation et l'attente de la mort. C'est très souvent cette maladie qui préside au basculement de type sur la précarité absolue.

Le récit de vit suivant est révélateur à cet effet

D.K. 58 ans, 7 enfants dont 5 filles et 2 garçons cadets de la famille.

Je suis né d'une famille polygénique, mon père avait 2 femmes, et je suis le dernier né de cette famille.

C'est pour cette raison sans doute que j'ai très tôt eu des cheveux blancs. Mon père avait 12 enfants mais la moitié est décédée à l'âge précoce. Peut être c'est la seule chose que j'ai hérité de lui parce que, moi j'en avais 13 et actuellement 6 sont déjà morts.

On avait 300 têtes de bœufs à la maison sans compter les petits ruminants dont je ne connaissais pas le nombre. A ce moment, je ne pensais pas qu'une personne que je connais pouvait tomber dans la précarité à fortiori moi – même.

Mais depuis que Abdou Diouf est président et que Senghor et Serigne Fallou Mbacké sont partis, la vie a complètement changé chez nous.

Mon père est mort, la période de sécheresse de 1970 a vu nos animaux mourir comme des mouches. En ce moment on vendait la tête d'un bœuf à 500 F CFA et ne trouvait même pas d'acquéreur. Aussi, tous les animaux que j'ai hérité de mon défunt père sont mort. C'est à cette période que je suis tombé malade et je pique de temps à autre des crises. En cas de crise mes proches parents m'aider à aller à l'hôpital de Diourbel. Entre le transport, les frais d'hospitalisation et les ordonnances, on dépensait presque 100 000 F CFA sur moi. Auparavant, les parents supportaient, mais aujourd'hui si je commence mes crises mes parents qui sont village se cachent et donnent une consigne à leurs gèmes « je ne suis pas là ». C'est pour cette raison qu'aujourd'hui, j'ai demandé à ma femme que si je tombe en crise qu'elle m'appelle personne, qu'ils me rangent dans ma chambre et qu'ils veillent vaquer à leur occupation en attendant que je meurs ou que je revive. J'ai décidé de ne plus aller à l'hôpital, car aujourd'hui, je suis 1 loque humaine, je ne suis plus productifs et je risque de faire basculer les vivants ».

Encadre n°7

Dans les processus de médication, on note aussi que très souvent en milieu rural que chez les femmes à terme, on fait recours à des praticiens qui n'ont subi aucune formation sanitaire ou médical, mais qui l'expérience aidant gagnent la confiance des paires.

VI.2 Stratégies d'ajustement en milieu urbain

En milieu urbain, même si les acteurs rencontrés procède pour la plus part du temps à une compartimentation des ordonnances.

En milieu urbain même si les acteurs rencontrés se rendent dans la plus part des cas dans les structures sanitaires, il faut toutefois souligner, la tendance globale à la stratégie centrée sur la compartimentation des ordonnances.

En effet, au niveau des centres urbains secondaires (Bambey, Mbacké et Diourbel), l'accès à la structure et même aux agents de santé n'est pas toujours corollaire à la possibilité matérielle ou financières des usagers. En revanche, c'est surtout l'activation d'un lien fort (parent, ami de la famille, ancien promotionnaire de grève).

La stratégie centrée sur la recherche d'un lien fort est facilitée par le recours au niveau des structures sanitaires à un main d'œuvre endogène financièrement peu exigeant qualifié d'agents de santé communautaire (ASC). En effet, l'endogénisation de la main d'œuvre fait des structures sanitaires des systèmes entièrement ouvert et accessibles à la communauté. Mais en même temps elle laisse la porte ouverte à l'amateurisme médical et à des formes de corruptions complexes.

VII - LES TYPES DE SEMIOLOGIE RELATIVE A LA PAUVRETE ET AU BIEN ETRE

Thème spécifique	La sémiologie exprimée en langue local	Traduction
	Kou taloul yout doo wothio	Celui qui ne dispose pas de forces pour baver n'en disposera pas pour dégueuler
	Yééné bi mi ngui fi waayé am am bi moo ko matéwoul	Nous voulons biens vous entraider mais le pouvoir économiques ne nous le permet pas
	Dek ndawtal koumon tax nga raw say moroom bou sa djia bar satloo say morom romb la	Celui qui est propulsé par l'appui obtenu durant le baptême sera dépassé le jour où sa femme atteindra la ménopause
Entraide	Kou bari ay taaw you gaur doo torokhe	Multiplier ses aînés de sexe masculin avec des épouses différentes c'est aussi multiplier des chances
	Deuki bi weur seugou tan la kou xey dek yalla sa loxo	Nous vivons à l'image des vautours quotidiennement chacun attend sa pitance de Dieu
	Képarou thiakhat boo thia yendoo nga wara sant lamou law	Il faut toujours être reconnaissant par rapport au lien fort qui vous propulse

	Finga yaakaar, tè soo dééyéé fi la gnoulèye andi, teel faa dem dou wagni dara (Touba)	Là où on s'identifie et où on sera inhumé après sa mort s'y rendre tôt n'est une erreur
	Toum ranké ak thiakhaan wéesou woul thi peul di weur di diyantou	Le désœuvrement ne peut pas dépasser pour un peulh le fait de se reconverter en commerçant
	Ndool dou doug thi lonmou khamoul tè dou digué loumon manoul	Le pauvre n'entreprend que là où il a des connaissances et ne promet que ce qu'il peut faire
Processus d'indentification	Badoolo yetou xeexou kaay lagnou ko def	Le pauvre est un bâton qui permet aux riches de se battre
	Khalé bou goör bon toök thi kow gui danga manoulou sakk sa bountou keuron baay	Les femmes qui restent au village y sont parce qu'ils ne peuvent pas fermer la maison paternelle
	Kou ndool dangay deuk kak nit gni waayé doo bokk thi nit gni	Le pauvre habite avec les gens mais une partage rien avec eux
	Kou amoul woon neeg nga diokh ko am takh ak thiep yaa ko sathi loo	Un gaillard qui n'avait pas de chambre si vous lui donnez une chambre en dur et du riz, c'est assurément vous qui le poussez à voler (mode de traitement des voleurs de bétail)
	Soo amoul dangay kham sa bopp	Le pauvre doit savoir limiter ses ambitions

Exclusion stigmatisation/	Toubayou Pathé wélé kep thia boroom	Le pantalon de Pahté Wélé (pauvre) est toujours taillé sur mesure
	Nawet day nawi wet	La saison de pluie ne peut pas couvrir toutes les zones
	Kougnouy djigne deum waro sottio yellé gouné	
Insécurité stratégie	Loxo souf kouko soumbalé thi guéthie soo guénéam ben pépou souf	On peut qu'obtenir une graine de sable lorsqu'on met sa poignée de sable en mer (stratégie à portée limitée)
	Denkoup peuli néen dou am natangué Fagniy wakhé ak fagniy seddé lé badolo dou ko fekké	Le pauvre ne peut pas accéder là où on partage et où les décisions sont prises
	Waskhina weesou woul daan dound thèy nga deukké thi moss	Nul n'est plus pauvre que celui qui mangeait bien et qui est devenu condamné à déguster
	Deuk batoup dekh wala baatou dia	Une zone d'habitation doit être près de la mer ou près d'un marché
	Mbakh dou khaar bakh	La pause ne peut pas attendre la pluie
	Wo wouk deuk bee dakh askan wi	C'est la sécheresse qui a fait fuir les gens

Pauvreté /bien être	Nak ndokh moo andi tounranké	Le manque d'eau a conduit les ménages à la vulnérabilité
	Wegg bodji, sokh wool togg mooy doundouk djigëënou kaw	La quotidienneté de la femme se résume comme suit, faire boire les animaux, piler le mil, cuisiner
	Bou ñep diaayé ken dou dieund	Si tout le monde vend personne n'achète.
	Sou metté goör fonko neekh dem djigéen ndia boot moö ko leunk	Quand c'est dur les hommes fuient et les femmes restent avec les enfants
	Kow sos amoul doom sonn nga	Au village, si on n'a pas d'enfant on est fatigué
	Góór sonko djiguène amalé sagnal ko	Quand les rôles économiques reviennent aux femmes, les pouvoirs de décisions doivent aussi suivre
	Lègui jiguène nay fétéwoo lignéye cón boor moo fana fétéwo beuss	De nos jours c'est la femme qui travaille, donc c'est l'homme qui doit s'occuper du massage
Genre	Jiggéen man ta yor keur waayé man naa yokk ndieul	La femme ne peut pas gérer une maison mais elle peut contribuer à la dépense quotidienne
	Gadd ak golo gno yem Ñeppa xoot beut	Les maures sont assimilables aux singes tous ont les yeux profonds (ONG = OCB relais tous travaillent pour leurs comptes)

Perception des institutions	Ngour ken dou wakh borom yabil ma sex danga koy ngad for wann	On ne demandera pas aux détenteurs du pouvoir d'abdiquer il faut leur sommer de force
	Ngour damar bou thiang la sou la lééré né bo ko khétélé doo mana yek diaroul ngafay yagg	Le pouvoir est à l'image d'une voiture en panne si on est sûre qu'on ne pourra pas monter après l'avoir pousser pour autant ne pas commencer.

VIII. Actions et stratégies prioritaires dans la planification de la réduction de la pauvreté.

Les populations en retraçant leur vécu quotidien ont fait soulevé les contraintes qui portent un coup sur leur bien être.

Parallèlement des actions et stratégies sont proposées par les populations elles mêmes en fonction de leurs besoins ou priorités.

Des outils comme l'arbre à problèmes, la priorisation des besoins, les classements par paire ont permis aux populations d'exprimer leur vision de la réduction de la pauvreté.

Chez les populations rurales

Le phénomène qui structure la pauvreté en milieu rural c'est l'accès difficile à l'eau potable qui a comme corollaires négatifs : le ralentissement des autres activités de la vie sociale, la baisse de la production agricole et animale, la soif, l'exode des jeunes.

Au niveau de tous les villages visités le constat est la même : il y a une pénurie d'eau et une raréfaction croissante de ce liquide précieux. Les gens disent souvent : « *fi lufi yaaku ñaak ndox mo tax* » en d'autres termes, le manque d'eau est à l'origine de beaucoup de dégâts.

Ce tableau suivant récapitule les besoins spécifiques et les solutions idoines par ordre d'importance.

Tableau 2

Besoins (sokhla)	Solutions (saafaara)
<p>1. Accès à l'eau potable</p> <p>Pour la boisson des hommes</p> <p>Pour la boisson du bétail</p> <p>Irrigation des cultures maraîchères</p> <p>Fixer les populations sur place</p>	<p>Construire des forages avec des pompes mécaniques (trawoo)</p> <p>Pompes à eau implantées dans le village ou bornes payantes</p> <p>A défaut, creuser plus profondément les puits existants qui tarissent car la nappe d'eau est très profonde</p> <p>Les populations garantissent la main d'œuvre à défaut d'avoir les moyens pour l'exécution des travaux et la planification</p>
<p>2. Matériels agricole (semoirs, houes, batteuses, décortiqueuses, moulins à mil (pour l'allègement des travaux des femmes qui travaillent à mains nues</p>	<p>L'Etat ne fournit plus de matériel agricole depuis des décennies, les populations sont prêtes à payer des machines que l'Etat subventionne en partie</p> <p>Fournir des crédits aux groupements organisés pour l'achat des machines sur une longue échéance pour qu'ils puissent rembourser</p>

<p>3. Infrastructures</p> <p>Routières : (« yoon ») : pour sortir certains villages de leur enclavement.</p> <p>Les véhicules de transport « horaires » refusent de prendre les itinéraires sinueuses</p> <p>Sanitaires : absence de cases de santé, éloignement des postes de santé, problème d'évacuation des malades</p> <p>Educatives</p> <p>Manque de salles de classe ou absence</p> <p>Abandons scolaires</p>	<p>L'Etat doit tracer des routes bitumées qui relient les villages afin de faciliter les échanges. A ce niveau les populations pensent que seul l'Etat a les moyens de le faire</p> <p>Construire une case de santé dans chaque village</p> <p>Former des femmes du village comme matrones</p> <p>Impliquer les populations à la gestion</p> <p>Multiplier les écoles communautaires de base où les enfants et les femmes apprennent et contribuent à la gestion (cotisation, activités génératrices de revenus, artisanat et embouche)</p> <p>Création de cours moyen secondaires pour fixer les élèves</p>
---	--

<p>4. Electrification</p> <p>Problèmes de vols de bétail, de matériel agricole la nuit</p> <p>Insécurité liée à l'obscurité</p> <p>Sous développement du commerce de denrées périssable</p> <p>Absence de bien être liée par exemple du fait de ne pas boire de l'eau frais en période de canicule</p>	<p>« xeccè courant » c'est à dire électrifier le village</p> <p>Fournir l'énergie aux ménages qui peuvent payer les factures</p> <p>Avec l'électricité ceux qui ont les moyens peuvent ouvrir une boutique et payer ainsi la facture</p> <p>les consommateurs bénéficient de cet avantage car il y a une solidarité au niveau communautaire</p>
<p>5. Accès aux semences et engrais</p> <p>Semences (retard dans les prêts et remboursement difficiles)</p> <p>Engrais (les prix élevés ne sont pas à la portée de tous les paysans)</p>	<p>Crédits semences en quantité pour une récolte conséquente afin de rembourser. Contrôler les convois d'arachide vers l'usine car « il y a magouilles opérées lors du pesage »</p> <p>Pour fertiliser les terres surexploitées et lessivées il faut baisser les prix des engrais ainsi l'accès sera facile pour les cultivateurs ou bien proposer des crédits – engrais remboursable après le vente des récoltes</p>

Chez les pauvres des quartiers urbains

Il a déjà été montré que les pauvres des 3 villes de la région du Baol se concentrent plus dans la périphérie. Ils proviennent des zones rurales pour venir reconstituer en ville des habitations précaires dans un environnement insalubre

avec un manque d'eau potable de combustibles et l'absence d'électricité.

Ainsi il est aisé de retrouver très souvent les besoins similaires qu'en milieu rural et donc les mêmes actions de sortie de crise prévalent de part et d'autre du point de vue des populations. Toutefois des stratégies spécifiques de réduction de pauvreté restent inhérentes en milieu urbain telles que le montre le tableau ci dessous

Besoins	Solutions
<p>1. Accès aux services sociaux de base</p> <p>Eau potable : à Ndiakalack par exemple il n'existe qu'un vieux puits les femmes vont dans le quartier voisin pour s'approvisionner moyennant 75 f une bassine</p> <p>Soins de santé</p> <p>Selon le chef de poste de santé de Mbacké Dimb Faye ce poste couvre les huit quartiers derrière la voie ferrée et reçoit environ 15000 habitants. Or il est prévu un médecin pour 10 000 habitants et le poste n'a pas de sage femme titulaire. En plus c'est une zone paludéenne</p> <p>Education</p> <p>Maintien des élèves sur les bancs</p> <p>Empêcher les abandons scolaires</p> <p>Problèmes de l'éloignement des structures éducatives surtout les collèges et lycée</p> <p>Formation professionnelle des jeunes</p>	<p>Adduction d'eau, branchements sociaux dans les ménages qui en font la demande</p> <p>Faire accéder gratuitement l'eau aux ménages les plus démunis</p> <p>Dons des médicaments à ceux qui n'ont aucun pouvoir d'achat</p> <p>Faciliter l'accès aux structures et diligenter les interventions en acceptant de prendre en charge les pauvres qui ont besoins de soins mais ne pouvant s'acquitter des frais dans l'immédiat</p> <p>Fournir aux élèves du matériel pédagogique par le prêt ou le don surtout le don pour stimuler les parents à inscrire les filles par exemple sinon elles vont aider leurs parents dans les tâches</p> <p>Construire une école dans chaque quartier pour éviter au plus jeunes d'effectuer de longues distances à pied</p> <p>Création d'instituts de formation</p>

<p>2. Accès aux ressources</p> <p>Emploi</p> <p>Taux de chômage et sous emploi élevé chez les jeunes</p> <p>Accès au crédit</p> <p>Ñakum xalis :manque ou absence de revenus surtout chez les femmes et les jeunes filles et les retraités</p>	<p>Financement de projets (embouche, poulailler...)</p> <p>Création de GIE par les jeunes et les Femmes</p> <p>Ouvrir des usines sur la base des ressources de la zone (exploitation par exemple du pain de singe en la transformation en jus)</p> <p>Crédits pour un démarrage d'activités génératrices de revenus et assurer la sécurité alimentaire</p> <p>Recrutement au niveau local pour toute institution qui s'installe</p>
<p>3. Assainissement/lotissement</p> <p>Latrinsation des ménages</p> <p>Lotissement des quartiers flottants ou « santhiane »</p>	<p>Fabrication de fosse septique ou puisards dans les ménages</p> <p>Raccordement à l'égout</p> <p>Journée d'assainissement il y a un investissement humain de la part des populations à condition que la commune mette à leur disposition le matériel</p>

<p>4. Moyens de communication</p> <p>Déficit des moyens de transport (jusqu'à présent la charrette constitue le moyen de transport le plus accessible</p> <p>Lignes téléphoniques</p>	<p>Encourager les groupements de transporteurs à desservir les lieux enclaver</p> <p>Création de GIE de transport inter – urbain</p> <p>Goudronner les routes</p> <p>Installer des cabines téléphoniques que les jeunes pourront gérer</p>
--	--

En règle générale les populations souhaitent empêcher la prolifération de la pauvreté, cependant elles éprouvent des difficultés à trouver des voies et moyens dans la planification de la réduction du processus de paupérisation.

Toutefois elles reconnaissent le désengagement progressif de l'Etat dans l'assistance aux personnes défavorisées, eu égard à cela les pauvres optent pour la politique des micro – crédits. Cette dernière est pour le moyen le plus accessible pour améliorer les conditions de vie précaires.

**TROISIEME PARTIE : CONCLUSION
ET RECOMMANDATIONS**

RECOMMANDATIONS DE CIBLAGE

Dans un contexte d'une politique publique centrée sur la décentralisation et la concentration et une politique sociale de plus en plus orientée sur le ciblage des groupes les plus vulnérables, toute intervention doit s'inscrire à priori dans une perspective de capacitation des ressources endogènes. Les éléments clés d'une telle approche peuvent être articulés comme suit :

1. enchâssement des interventions dans une prise en compte conséquente des ressources des acteurs en terme d'idéologie et de culture mais aussi en terme de compétence
2. il est constaté dans la région de Diourbel notamment au niveau de l'axe Touba, Mbacké, Diourbel que la variable idéologie notamment religieux constitue quasiment une constance. Nécessité s'impose alors de miser sur cette variable dans toute action de mobilisation sociale au lieu de la « diaboloser » c'est une porte d'entrée pour toute intervention dans la localité.
3. transférer progressif et planifié des composantes des projets/et programmes aux acteurs locaux grâce à un renforcement de capacité en matière de maîtrise d'œuvre dans le cadre de l'exécution de toutes opérations
4. planifier des interventions à des échelles proportionnées où la validité sociologique est avérée (quartier, sous – quartier, village) et intégrer les acteurs dans toutes les phases de l'intervention avec une démarche de changement planifié
5. grâce au principe de sélectivité repenser un modèle d'intervention plus accessible aux groupes vulnérables. Un tel type d'intervention devait démarrer par une enquête de connaissance d'aptitude et de pratique (CAP) des acteurs des institutions en terme de situation de référence. De plus il s'agit de miser sur une action concertée des institutions intervenant dans la

zone pour éviter les cafouillages, les redondances et les méconnaissances mutuelles. L'ONG World Vision est entrain de travailler dans ce sens, toutefois cette œuvre doit être plus systématique et plus ouvert.

DISPOSITIF D'INTERVENTION :

Renforcer la connaissance et l'aptitude des acteurs à pratiquer les institutions

Il s'agira de permettre aux acteurs les plus vulnérables et souvent les plus déconnectés d'être plus accessibles aux services sociaux. Il s'agira notamment de miser sur une véritable politique de communication externe et ciblé. Les acteurs doivent connaître leurs institutions sont les leurs. Or, dans la plupart des cas, en marge des institutions étatiques les citoyens connaissent que faiblement les autres institutions. De plus, cette connaissance si elle existait reste assimilable à une perception négative « Gadak golo la gnépa khonk bent » (ils sont tous là pour leurs propres intérêts).

Une fois ce problème de communication réglé, il s'agira de renforcer la capacité des acteurs à pratiquer les institutions. Il faut parallèlement à une action des sensibilisation, animation, formation rendre le « langage » et les procédures des institutions plus accessibles aux citoyens notamment. C'est le cas par exemple au SP3 à Bambey où des documents de projets sont considérés comme des idées de projets par l'unité de gestion du sous programme (donc inéligible) alors que pour des acteurs locaux des projets ficelés en bonne est du forme ont été déposés. Ce décalage de perception indique aussi problème de décryptage du langage des institutions de la part des acteurs.

Axes d'intervention

Toute intervention qui permet pas du point de vue de son montage atteindre les plus pauvres est à priori vouée à l'échec.

Aussi, pour atteindre ce type de cible une intervention de type sélective voire

discrimination doit – elle être de mise. Pour ce faire, la distance (présumée ou réelle) qui sépare les institutions à ce type de cible, cristallisée par leur déconnexion doit être minorité. L'unité de gestion des programmes doivent être relayés à la base par des agents polyvalents installés au niveau des terroirs. Ces agences sont souples du point de vue des ressources humaines (1 agent par zone). Ils auront pour tâche :

- la sensibilisation au niveau zones d'intervention ;
- l'animation ciblée chez les catégories socio – économiques et socio – professionnelles vulnérables détectée lors des séances de sensibilisation ou de visite ;
- appui des groupes cibles à l'identification et à la formulation de leur initiatives/projet ;
- monter et suivre les dossiers des porteurs d'initiatives (groupement) au niveau de l'unité de gestion du projet (dossier de formation ou de financement) ;
- appuyer l'unité de gestion de projet au traitement des dossiers selon des catégories socio – économiques du porteur d'initiative. On pourra par exemple pondérer les taux et les délais de remboursement des crédits octroyés en fonction de la typologie suivante :
 - porteur d'initiative de catégorie moyenne (PICM) ;
 - porteur d'initiative pauvre (PIP) ;
 - porteur d'initiative très pauvre (PITP).

Un pourcentage de femmes et de jeunes sera fixé à chaque agent pour respecter la parité homme et femme et une bonne ciblage des jeunes.

Le traitement de l'agent sera en fonction des résultats obtenus sur le terrain (nombre de porteurs d'initiatives pour vous identifiés, nombre de dossiers d'appui exécutés...)

Parmi les tâches de cet agent figurera en bonne place la capacitation et l'identification des acteurs aptes à supporter tel ou tel composante du programme/projet à moyen et long terme. Cette démarche permet à l'unité de gestion de mieux asseoir la durabilité des acquis à la fin du projet.

BIBLIOGRAPHIE

1. « Annuaire sur l'environnement et les ressources naturelles au Sénégal, Novembre 2000, Dakar centre de Suivi Ecologique (Ministère de l'environnement).
2. « Etude diagnostic : Problématique environnement – Pauvreté dans les régions de Dakar, Diourbel et Tambacounda » Dakar Novembre 1997, Ministère de l'environnement et la nature, PNUD
3. Plan Local de Développement (PLD) des arrondissements de Baba Garage, Lambaye, Ngoye, Juin 2001 PNUD SP3
4. « Plan du développement du quartier de Ndoyéne – Commune de Diourbel » Mai 2000, PNUD SP2
5. « Plan d'urbanisme de Référence de la ville de Bambey » 2000 République du Sénégal PNUD SP3
6. Fall , A. S., Dia I. « Diagnostic institutionnel de l'ONG « Foddé » 1999, Kolda
7. GUEYE C. « le paradoxe de Touba : une ville produite par les ruraux où quand la gestion foncière rurale est plaquée en milieu urbain » in actes de colloque APAD Saint Louis Janvier 2000.
8. NDIAYE.A.L « L'axiomatique de l'ailleurs comme stratégie de maintenance de niveau de vie dans le nord du bassin arachidier sénégalais » in actes de

colloque APAD Saint Louis Janvier 2000.

9. Kabamba K. « L'appropriation ethnique des villes d'Afrique tropicale éléments pour l'étude des relations des ruraux africains à la ville » in actes de colloque APAD, Saint Louis Janvier 2000
10. Boureima A.G. « De la pauvreté rurale à la pauvreté urbaine : vulnérabilité aux aléas climatiques, migration et pauvreté » in actes de colloque APAD , Saint Louis, Janvier 2000
11. Quotidien Walfadjri N° 2660, 24 Janvier P. 6-7

ANNEXES

SIGLES ET ABREVIATIONS

ADP :	Anal Développement Program
ADP :	Association pour le Développement Participatif
AGETIP :	Agence d'Exécution des Travaux d'Intérêt Public
AHDIS :	Action Humaine pour le Développement Intégré au Sénégal
ARD :	Agence Régional pour le Développement
ASC :	Association Sportive et Culturelle
BM :	Banque Mondiale
BOAD :	Banque Ouest Africaine pour le Développement
CERP :	Centre d'Expansion Rurale et Polyvalent
CNCAS :	Caisse Nationale de Crédit Agricole
CNRA :	Centre National de Recherche Agricole
CR :	Communauté rurale
DAS :	Direction de l'Action Sociale
DPS :	Direction de la Prévision et de la Statistique
DSRP :	Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
ESAM :	Enquête Sénégalaise Auprès des Ménages
FONGS :	Fédération des Organisations Non Gouvernementales du Sénégal
GIE :	Groupe d'Intérêt Economique
GPF :	Groupement de Promotion Féminine
IDH :	Indicateur de Développement Humain
IEC :	Information Education Communication
IPH :	Indicateur de Pauvreté Humain
NPA :	Nouvelle Politique Agricole
ONG :	Organisation Non Gouvernementale
PAGF :	Projet d'Appui au Groupement Féminin
PAGFD :	Projet Agro – Forestion de Dioubel

PAGR :	Projet d'Activité Génératrice de Revenu
PAS :	Politique d'Ajustement Structurel
PESPD :	Programme pour l'enfance en situation particulièrement difficile
PIB :	Produit Intérieur Brut
PVD :	Pays en Voie de Développement
SDE :	Sénégalaise des Eaux
SEIB :	Société d'Exploitation Industrielle du Bao
SONATEL :	Société Nationale de Télécommunication
UNICEF :	Programme des Nations Unies pour le Développement
URAPD :	Union Régionale des Associations des Producteurs de la r région de Diourel

**LISTE DES PERSONNES RESSOURCES RENCONTREES A
DIOURBEL**

PRENOMS	NOM	INSTITUTIONS
1. Alioune	CISSE	Responsable DPS Diourbel
2. Abdoul Aziz	MBODJ	Chef Centre d'Expansion Rurale
3. Amadou	DIALLO	Chef de Service de la Direction de l'Action Sociale (DAS)
4. Abdoulaye	BODIAN	Aide Sociale de la DAS
5. Emile	GAYE	Chef de bureau Horizons verts
6. Souley	KITANE	Responsable suivi et évaluation des projets au PAFD
7. Ismaïla	BA	Chef d'agence régional CNCAS
8. Cheikh Tidiane	SECK	Directeur Adjoint Direction de la planification
9. Gora	BASAL	Direction Agence Régionale de Développement
10. Dramane	FOFANA	1 ^{er} conseiller du président de l'ARD
11. Lamine	KONARE	Chargé du développement à la gouvernance
12. Serigne Touba	DIAW	Chef du service du développement communautaire (départemental)
13. Ndéye Fatou	BA	Coordonnatrice régionale des actions
14. Mbayang	DIALLO	Monitrice d'économie familiale
15. Marième	AMAR	Présidente caisse mutuelle d'épargne et de crédit des GPF
16. Diewo	SOW	Présidente GPF « Takku Liggey »
17. Yankhoba	NDIAYE	Chef du quartier Merina Diop (Keur Cheikh)
18. Astou	DABO	Présidente GPF Merina Diop
19. El Hadji Abdou	DIOP	Chef de quartier Médinatoul
20. Boly	DABO	Président de l'association pour le développement du quartier de Ndoyane
21. Mbassa	FAYE	Chef du village Sambe Tocosonne II
22. Ngor	SENE	Président communauté rurale Patar
23. Samba Ndoh	BA	Sous préfet Ndindy
24. Aliou	SAMB	Président conseil rural Ndindy
25. Ousmane Mara	SYLLA	Chef du village de Ndindy
26. Thierno Mountaga	DEME	Directeur école de Mbap

LISTE DES PERSONNES RESSOURCES RENCONTREES A BAMBEY

PRENOMS	NOM	INSTITUTIONS
1. Isaac Boly	GAYE	Conseiller municipal à la Mairie
2. Aldiouma	CISSE	Directeur antenne PNUD
3. Daniel	YANON	Manager ADP – Thiapy
4. Kader	NDIAYE	Agent PNC
5. Aïssatou Mbengue	NDIAYE	Conseillère au PAGR
6. Fatou B.	FALL	Agent de développement ADP Thiapy
7. Alioune	DIOUF	Animateur à AHDIS
8. Paul	SENE	Coordonnateur URAPD
9. Sak	NBANE	Chef du village et chef coopérative Mboyene
10. Ndéye	MBAYE	Matrone case de santé Mboyene
11. Fatou	FAYE	Président GPF Mboyenne
12. Yakou	SENE	Présidente départementale des GPF de Bambey
13. Cheikh	BADIANE	Chef de quartier keur Sakoura Badiane
14. Ousmane	SENE	Chef de quartier DVF
15. Tapha	DIAW	Leader ASC “Saadibori”
16. Saliou	FAYE	Président ASC « Thiosane »
17. Ndongo	ANNE	Président GPF Natangué
18. Fatou	GUEYE	Présidente GPF Dinguirail
19. Ousmane	DIA	Chef du village de Dinguirail
20. Samba	GADIAGA	Notable/Marabout

LISTE DES PERSONNES RESSOURCES RENCONTREES A MBACKE

PRENOMS	NOM	INSTITUTIONS
1. Bamba	FALL	Secrétaire Municipal
2. Moustapha	BA	Responsable du domaine communal
3. Boubacar	SAGNA	Directeur CPRS
4. Moussa	FAYE	Chef poste de santé Mbacké Dimb
5. Suzanne	THIOUNE	Présidente GPF « Jubelle Ndiakalack »
6. Gorgui	MBENGUE	Sous préfet de Kaël
7. Dibocor	DIOP	Chef CERP de Kaël
8. Serigne Abdoul Khadre	MBACKE	Chef du village Darou Mbacké
9. Cheikh	GUEYE	Délégué de quartier Diamaguène
10. Seynabou	GUEYE	Institutrice de l'ECB de Fass Kaël
11. Ndiarèye	DIOUF	Présidente GPF Douye Sangou
12. Aliou	NDIAYE	Chef du village de Douye Sougou

TABLEAU DES SCHEMAS ET ENCADRES

Schéma 1 : Tableau synoptique des sites enquêtés

Encadré N° 1 : Alimentation

Encadré N°2 : Eau

Encadré N° 3 : Santé

Encadré N° 4 : Point de rupture

Encadré N° 5 : Rupture du lien fort

Encadré N° 6 : Perte de capacité

Schéma 2 : Circuit du bénéficiaire du PNC

Encadré N° 7 : Ajustement Santé

TABLEAU 4 : CLASSEMENT DES COMMUNAUTES RURALES SELON LA REGION ET L'INDICE D'ACCES AU SERVICE DE BASE

REGION	DEPARTEMENT	ARRONDISSEMENT	COMMUNAUTE RURALE	NOMBRE DE VILLAGES	NOMBRE D'HABITANTS	POURCENTAGE DE LA POPULATION RURALE AYANT ACCES A				NOTES ATTRIBUEES SELON LE NIVEAU DE L'ACCES				INDICE D'ACCES		
						FOYER D'EAU	ECOLE PRIMAIRE	POSTE DE SANTE	COMMECE	ROUTE	POINT D'EAU	ECOLE PRIMAIRE	POSTE DE SANTE		COMMECE	ROUTE
Dakar	RUFISQUE	DIAMNIADIO	SANGALKAM	24	29 975	79,2	98,9	86,3	97,0	100,0	100	100	100	100	50	
Dakar	RUFISQUE	DIAMNIADIO	YENNE	23	27 212	99,0	100,0	93,5	96,3	100,0	100	100	100	100	50	
Diorbel	DIORBEL	NDOULO	TOCKY	49	10 797	23,1	61,7	41,8	40,0	57,7	100	0	0	50	10	
Diorbel	DIORBEL	NDINDY	GADE ESCALE	30	7 756	100,0	60,2	49,6	28,0	4,3	100	0	0	0	15	
Diorbel	MBACKE	KAEL	NDIOUMANE	29	5 423	59,7	69,4	31,5	67,3	1,9	50	0	0	50	15	
Diorbel	MBACKE	NDAME	NGHAYE	25	4 889	48,6	77,2	41,8	68,9	20,0	0	0	0	50	15	
Diorbel	BAMBEY	BABA GARAGE	KEUR SAMBA KANE	58	16 575	45,2	89,8	39,3	62,5	63,8	0	0	50	50	20	
Diorbel	DIORBEL	NDINDY	KEUR NGALGOU	28	5 245	100,0	93,9	8,7	23,7	9,0	100	0	0	0	20	
Diorbel	DIORBEL	NDOULO	NGOHE	38	17 357	38,4	64,6	61,8	67,5	55,9	50	50	50	50	20	
Diorbel	MBACKE	KAEL	MADINA	18	7 952	81,6	44,6	54,1	42,4	69,6	100	50	50	50	20	
Diorbel	MBACKE	KAEL	TOUBA MBOUL	21	5 927	71,2	71,6	54,0	35,0	60,9	50	50	50	50	20	
Diorbel	BAMBEY	LAMBAYE	LAMBAYE	52	21 380	68,3	89,3	71,3	69,3	44,8	50	100	50	50	20	
Diorbel	BAMBEY	NGOYE	THIAKHAR	62	16 451	21,1	93,1	36,8	86,6	54,9	100	100	100	100	25	
Diorbel	DIORBEL	NDINDY	NDINDY	43	11 137	100,0	75,8	16,3	47,5	63,0	100	100	50	50	25	
Diorbel	BAMBEY	NGOYE	NGOYE	51	26 840	55,9	83,8	37,1	78,6	57,2	50	100	100	50	30	
Diorbel	DIORBEL	NDINDY	NDANKH SENE	24	5 093	100,0	95,8	48,8	96,9	20,8	100	100	100	100	30	
Diorbel	DIORBEL	NDOULO	TOURE MBOUNDE	39	8 017	27,0	76,8	83,2	34,1	84,2	100	100	100	100	30	
Diorbel	MBACKE	KAEL	DAROU SALAM	9	2 956	100,0	72,6	70,7	70,7	79,7	100	50	50	50	30	
Diorbel	BAMBEY	LAMBAYE	GAWANE	44	9 701	61,1	82,9	53,6	55,8	84,8	50	100	50	50	35	
Diorbel	DIORBEL	NDINDY	TAIBA MOUTOUPHA	35	7 861	100,0	96,0	62,2	99,5	0,0	100	100	50	100	35	
Diorbel	MBACKE	KAEL	KAEL	47	5 414	56,1	69,2	76,3	71,4	88,7	50	50	100	50	35	
Diorbel	MBACKE	NDAME	DALLA-GABOU	37	6 342	46,3	92,7	96,3	61,0	100,0	100	100	100	50	35	
Diorbel	MBACKE	NDAME	TOUBA FALL	25	5 752	80,0	91,1	77,4	63,1	7,1	100	100	100	50	35	
Diorbel	BAMBEY	BABA GARAGE	BABA GARAGE	51	12 656	75,0	93,4	53,4	79,1	86,7	50	100	50	100	40	
Diorbel	BAMBEY	LAMBAYE	NGOGOM	40	19 499	64,3	98,7	93,6	74,2	85,4	50	100	100	50	40	

... selon le niveau d'accès aux services sociaux de base

REGION	DEPARTEMENT	ARRONDISSEMENT	COMMUNAUTE RURALE	NOMBRE DE VILLAGES	NOMBRE D'HABITANTS	POURCENTAGE DE LA POPULATION RURALE AVANT ACCES A						HOTELS ATTRIBUES SELON LE NIVEAU DE L'ACCES						INDIC D'ACC
						POINT D'ENTREE	ECOLE PRIMAIRE	POSTE DE SANTE	COMME RCE	ROUTE	POINT D'ENTREE	ECOLE PRIMAIRE	POSTE DE SANTE	COMME RCE	ROUTE			
Diourbel	BAMBAY	LAMBAYE	REFANE	28	25 282	79,3	96,2	60,7	89,8	58,9	100	100	100	50	100	50	40	
Diourbel	DIOURBEL	NDIULO	PATAR	34	8 541	23,3	83,4	97,1	86,7	96,0	0	100	100	100	100	100	40	
Diourbel	MBACKE	KAEL	DENDEY-GUYEGUI	32	4 053	71,8	89,5	86,9	70,8	96,0	50	100	100	100	50	100	40	
Diourbel	MBACKE	NDAME	MISSIRAH	22	3 838	76,0	68,1	78,9	69,7	78,9	100	50	100	100	50	100	40	
Diourbel	BAMBAY	NGOYE	NDANGALMA	37	17 822	65,5	96,0	90,1	88,1	96,9	50	100	100	100	100	100	45	
Diourbel	DIOURBEL	NDOUTO	NDOUTO	50	8 797	63,7	89,8	77,5	77,5	77,5	50	100	100	100	100	100	45	
Diourbel	MBACKE	NDAME	TOUBA MOSQUEE	70	200 740	95,8	66,3	94,4	96,5	95,2	100	50	100	100	100	100	45	
Diourbel	BAMBAY	BABA GARAGE	DINGURAYE	40	6 410	82,7	93,1	80,0	81,4	78,1	100	100	100	100	100	100	50	
Diourbel	BAMBAY	NGOYE	NDONDOL	16	13 978	100,0	100,0	76,8	82,7	86,0	100	100	100	100	100	100	50	
Fatick	FOUNDIJOUR	DIJLOR	DISSONG	90	28 803	27,9	69,7	29,4	37,9	37,3	0	50	0	0	0	0	50	
Fatick	FOUNDIJOUR	TOUBACOUTA	KEUR SAMBA GUEYE	45	18 375	24,0	49,9	34,2	100,0	16,4	0	0	0	0	100	0	10	
Fatick	FOUNDIJOUR	TOUBACOUTA	KEUR SALOUM DIANE	37	15 160	6,0	53,1	36,7	99,0	0,0	0	50	0	100	0	0	15	
Fatick	FOUNDIJOUR	TOUBACOUTA	NIORO ALASSANE TALL	61	19 689	31,6	57,6	33,9	100,0	34,9	0	50	0	100	0	0	15	
Fatick	GOSSAS	COLOBANE	COLOBANE	43	14 032	41,5	66,3	38,1	71,2	52,3	0	50	0	50	50	50	15	
Fatick	GOSSAS	COLOBANE	MBAR	51	26 923	52,1	65,2	39,1	64,0	37,6	50	50	0	50	50	15		
Fatick	FOUNDIJOUR	NIODIOR	DJIRNDA	10	5 642	90,7	100,0	55,5	4,9	4,9	100	100	50	0	0	0	25	
Fatick	GOSSAS	MBADAKHOUN E	NDIAGO	23	7 976	100,0	74,8	33,4	75,4	13,9	100	50	0	100	0	0	25	
Fatick	GOSSAS	OUADIJOUR	OUADIJOUR	27	8 656	85,1	87,3	38,0	63,6	45,3	100	100	0	50	0	0	25	
Fatick	FATICK	DIAKHAO	DIAKHAO	31	18 870	82,9	80,1	49,3	65,2	61,4	100	100	0	50	50	30		
Fatick	FATICK	DIAKHAO	DIAMOUTE	29	9 444	87,0	80,5	66,9	55,3	15,1	100	100	0	50	50	30		
Fatick	FATICK	DIAKHAO	MBELLACADIAO	17	10 921	72,8	86,3	44,9	55,8	76,4	50	100	0	50	0	0	30	
Fatick	FATICK	TATTAGUINE	DIARERE	23	24 102	66,1	83,0	51,6	98,6	30,9	50	100	0	50	100	0	30	
Fatick	FOUNDIJOUR	DIJLOR	DIJLOR	54	23 191	77,6	75,3	48,3	75,2	39,3	100	100	0	100	0	0	30	
Fatick	FOUNDIJOUR	NIODIOR	BASSOUL	5	7 356	100,0	100,0	82,8	0,0	0,0	100	100	100	100	0	0	30	